

# OASIS

M A G A Z I N E

*Magazine panafricain de développement durable*



Après Covid-19

**UN MONDE DURABLE**  
**est-t-il possible ?**

# FAMILY SUNSHINE

Lanterne solaire + Chargeur de téléphone



Jusqu'à

**30 x**  
**PLUS**  
**LUMINEUX**  
qu'une lampe  
kérosène



Jusqu'à

**21**  
**HEURES**  
de lumière



**TOTAL**

Committed to Better Energy

# Editorial

## Quand le monde s'enrhume



Louis Narcisse NGONO  
Directeur de publication  
et de la rédaction

**D**epuis deux années, notre monde est confronté à une crise sanitaire sévère. Partie de Chine en 2019, elle a à grande vitesse conquis tous les territoires en enrhumant notre modèle de société. Il s'est alors imposé à la planète, une nouvelle réalité faite, d'isolement, de restriction de la mobilité, de peur et d'incertitudes. Avec un bilan chaotique, la pandémie a mis le monde à genou avec des millions de pertes en vies humaines et une rétraction de l'économie planétaire, contrainte plus que jamais à survivre des activités essentielles voire existentielles. Elle a dans une certaine mesure reconfigurée l'ordre vivant et redéfini les rapports sociétaux.

Le monde strass et paillettes se mettant en veilleuse tout comme la quasi-totalité des activités ludiques. Condamné à l'ennui, embastillée et déprimée, l'humanité s'est résumée pendant un moment à vivre dans l'humilité et l'acceptation de sa fragilité devant une force invisible foudroyante. Ce fut en quelque sorte, la consécration de l'ère du microbe reléguant au second plan, l'homme et sa force créatrice et de transformation de son environnement. Les successives vagues déferlantes de contamination, couplées aux mutations du virus meublant le quotidien d'hommes et de femmes plus que jamais suspendus à un miracle qui devait provenir des laboratoires, de la nature ou même du Divin. Les solutions à tâtons étant éprouvées entre traitements médicaux conventionnels et décoctions

variées. L'imagination humaine fut débordante et porteuse d'espoir à ce niveau.

Dans une célérité sans pareille, les vaccins furent produits au grand bonheur d'une industrie pharmaceutique en concurrence qui se léchait déjà les doigts et qui devait se faire quelques centimes pour mettre le monde à l'abri de la catastrophe. Ce fut naturellement une occasion de faire du business à tous les niveaux et de toutes les manières. Logiquement, de petits et de grands scandales sanitaires et de gouvernance explosèrent un peu partout dans le monde. Pendant ce temps, le monde se clivait entre les détracteurs et les zéloteurs de la vaccination. D'aucuns empreints par un scepticisme persistant et des thèses complotistes ; tandis que d'autres, se font les chantres d'un discours de responsabilisation et de devoir à l'injection qui sortirait l'humanité de sa perspective funeste.

Malgré un virus qui se réinvente et qui affectionne une logique de nuisance et de volteface, les solutions proposées et les efforts consentis globalement, régionalement et nationalement commencent à porter leurs fruits. Le monde sort peu à peu de sa torpeur pour reprendre une activité normale bien qu'effrayé par des épisodes de regains de contamination qui rappellent que le chemin pour contrecarrer la menace est sans doute encore long et qu'il est nécessaire de continuer à adopter un comportement de responsabilité citoyenne.

**Condamné à l'ennui, embastillée et déprimée, l'humanité s'est résumée pendant un moment à vivre dans l'humilité et l'acceptation de sa fragilité devant une force invisible foudroyante.**



# SOMMAIRE



## PLANÈTE

### Confinement mondial

Un monde durable est-t-il possible ? p.6

### Coronavirus

Le casse-tête des masques usagés p.9

### Covid-19

Des vaccins peu convaincants p.12

### Reconstruire en mieux

Pour une reprise durable et résiliente après le COVID-19 p.14

## MONDE

### COVID-19

Les Etats Unis comme épice de la pandémie ? p.22

### Covid-19 en Chine

Les raisons de la maîtrise de la pandémie p.24

### L'homme et les virus

Quelles leçons sur l'évolution d'une nécro-cohabitation ? p.26

### Mondialisation

Les menaces qui viennent du Corona virus p.28

### Coronavirus

Le désenchantement de l'Europe face à la pandémie p.32

## VIE DE TERRITOIRE

### Riposte contre la covid-19

L'implication des municipalités. p.36

### Villes africaines et Covid-19

Le rôle central des collectivités territoriales dans la relance de l'économie post-Covid p.40

### Ruralité

L'agriculture et le monde rural camerounais à l'épreuve du Coronavirus p.44

## ECONOMIE

### Economie grippée

Quels impacts socio-économiques du coronavirus sur le Cameroun ? p.48

### Conjoncture

Pourquoi un confinement général n'a pas eu lieu au Cameroun ? p.52

### Activités économiques au Cameroun

Les bonnes affaires du Covid-19 p.54

### Covid-19

Le vrai visage de l'aide étrangère p.58

## POLITIQUE

### Covid-19

Comment le Gouvernement camerounais gère la crise ? p.62

### Covid-19

Ce qui peut changer dans les rapports État-population p.68

### Covid-19

L'épreuve de la solidarité nationale p.70

## SOCIÉTÉ

### Covid-19

L'Afrique résiliente p.74

### Covid-19

La thérapie verte ou la montée en puissance de la médecine alternative p.78

### Covid-19

Relâchement des mesures barrières, causes et conséquences p.82

### La nouvelle socialisation

Vers de nouvelles mœurs ? p.84

### Covid 19

Perception de la mort p.88



## EQUIPE

### Directeur de Publication et de la Rédaction

Louis Narcisse NGONO

### Rédacteur en Chef

Sylvestre NOA

### Conseil Editorial

Charlie Romuald TCHEYANOU,

Jean Paul MBIANA, Yannick ENOAH,

Socrates SEGNOU, Adamou Jamel

PETOUONCHI

### Secrétaire de Rédaction

Serge MIKOLI

### Rédaction

Sylvestre NOA, Lazare KOE, Bernard

Nelson ESSIMI, Serge MIKOLI, Louis

Narcisse NGONO

### Représentante Europe

Dolly Taylor NGO NGUE

### Représentant Amérique du Nord

Brice Armel SIMEU

### Communication et Relations publiques

Germaine MAMA, Michelle OBAMA, Reine NGOS

### Montage et Design

Elo Martinez

### Adresse :

Contact : +237 651538484 / 694047986





# BIENVENUE DANS L'UNIVERS DU DRONE



FABRICATION ET  
VENTE DE DRONES



DESIGN ET  
IMPRESSION 3D



FORMATION EN  
PILOTAGE DE DRONES



DÉVELOPPEMENT DE  
PLATE-FORMES  
DE FINANCEMENTS  
PARTICIPATIF



DÉVELOPPEMENT  
DE SITE WEB /  
INTELLIGENCE  
ARTIFICIELLE

 (+237) 696 812 924 / 678 183 566  [infos@tagusdrone.com](mailto:infos@tagusdrone.com)  [www.tagusdrone.com](http://www.tagusdrone.com)

## Confinement mondial

# Un monde durable est-t-il possible?

**Le confinement imposé pour contrer la pandémie due à la Covid-19 a induit une chute sans précédent des émissions de gaz à effet de serre suscitant au passage quelques espoirs en vue d'un ralentissement du réchauffement climatique sur le long terme.**

L'arrivée du SARS-CoV-2 a profondément bouleversé les habitudes en cette année 2020. Une très grande partie de l'économie mondiale a été mise à l'arrêt, notamment l'activité industrielle et les transports. A cela s'ajoutent toutes les autres mesures de distanciation sociale.

Les statistiques observées sur la plate-forme de données Carbon Monitor montrent que, entre le 1er semestre 2019 et le 1er semestre 2020 révèlent une baisse des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> de près de 8%. Il pourrait s'agir de la plus forte baisse jamais enregistrée dans le monde depuis le début de l'ère industrielle. Il s'agit là d'un exploit, mais qui pourrait demeurer insuffisant pour sauver la planète si les bons

choix de société ne sont pas adoptés par l'ensemble des pays.

### LE CONFINEMENT NE SERVIRA À RIEN

Selon le rapport 2019 du PNUÉ Emissions Gap Report, le monde doit diminuer ses émissions mondiales de gaz à effet de serre de 7,6 % par an entre 2020 et 2030 pour limiter l'augmentation des températures à 1,5°C, comme fixé par l'Accord de Paris. Autrement dit, il faudrait une pandémie de Covid-19 tous les ans pour atteindre cet objectif.

Au moment où la théorie économique prédit un après Covid-19 marqué une intensification des activités mises en hibernation pour rattraper les « retards » et que face cette urgence sanitaire sur l'ensemble du globe, ►

**Le monde doit diminuer ses émissions mondiales de gaz à effet de serre de 7,6 % par an entre 2020 et 2030 pour limiter l'augmentation des températures à 1,5°C.**







les problématiques environnementales ne sont évidemment plus une priorité, il faut craindre un obscurcissement du futur de la terre.

### UN MONDE MEILLEUR EST POSSIBLE

Il est essentiel de penser l'après-coronavirus à partir des leçons tirées de la gestion de cette crise. En réalité, cette pandémie a prouvé que les êtres humains sont tout à fait capables de s'adapter à des situations nouvelles notamment celles qui sont bénéfiques pour l'environnement. Par exemple, le télétravail s'est avéré particulièrement propice pour lutter contre les émissions de CO2, car limite l'utilisation des véhicules. Cependant, même si les restrictions de déplacement aériens, maritimes et terrestres se poursuivent jusqu'à fin 2021, cela permettrait seulement d'économiser 0,01°C de réchauffement d'ici 2030, estiment les chercheurs. Il faudra donc prendre des mesures complémentaires si l'on souhaite véritablement protéger notre planète. Des changements systémiques doivent être envisagés. De nombreuses études insistent sur la nécessité de s'éloigner durablement des énergies fossiles pour espérer que le monde se décarbone à un rythme compatible avec +1,5°C.

A court terme, le confinement à donner quelques minutes de répit à la terre. Il faudra par contre envisager le long terme avec des habitudes plus conséquentes. ■

### Variation des émissions de CO2 entre le 1er semestre 2019 et le 1er semestre 2020 par zone géographique.

Sources: Carbon Monitor

| RÉGION               | Variation des émissions de CO2 |
|----------------------|--------------------------------|
| Chine                | - 3,70 %                       |
| Inde                 | - 15,38 %                      |
| USA                  | - 13,28 %                      |
| EU 27 + GB           | - 12,75 %                      |
| Grande-Bretagne (GB) | - 15,03 %                      |
| France               | - 14,20 %                      |
| Allemagne            | - 15,14 %                      |
| Italie               | - 13,66 %                      |
| Espagne              | - 18,84 %                      |
| Russie               | - 5,29 %                       |
| Japon                | - 7,49 %                       |
| Brésil               | - 11,99 %                      |
| Monde                | - 7,74                         |



A hand is shown holding a used, white surgical mask with green trim and white elastic straps. The mask is held just above the open lid of a dark grey trash bin. The background is a blurred indoor setting with a green plant on the left and a wooden wall on the right.

PLANÈTE

Coronavirus

# Le casse-tête des masques usagés

**Dans le cadre de la riposte contre le coronavirus, le port systématique du masque, notamment chirurgical s'est imposé comme l'un des gestes barrières à l'évolution vertigineuse de cette pandémie. Cette solution vient cependant aggraver la problématique de la gestion des déchets.**





### **D'UNE GESTION CONTROVERSÉE DES MASQUES USAGÉS...**

En promenant son regard dans les rues des villes camerounaises, l'observateur, un tant soit peu attentif aux détails est tout de suite frappé par la présence des masques usagés sur les trottoirs, les parkings, les rigoles et caniveaux, les dépôts sauvages d'ordures ménagères, les points de collecte des débris etc. La présence de ces masques usagés dans ces endroits qui leur sont en principe interdits autorise un certain nombre de remarques. D'abord, elle renseigne sur le niveau d'incivisme de certains Camerounais qui n'éprouvent aucune gêne à transformer les trottoirs en dépotoirs. Ensuite, elle rend compte de l'intensification de la pollution environnementale pourtant déjà fortement exercée par des déchets plastiques non biodégradables pour ne citer que ceux-là. En fait, ces masques sont composés principalement de microfibres de polypropylène qui est un polymère s'apparentant à du plastique. Si cette matière





fait œuvre utile, il demeure cependant qu'elle constitue un problème sur le plan environnemental. En effet, le polymère est une matière non biodégradable dans la nature, et n'est non plus compostable. Les experts situent sa dégradation naturelle dans une période allant de 450 à 500 ans. Ainsi, même si les masques chirurgicaux sont en microfibres de polypropylène et non en polypropylène massif (comme c'est le cas des passoires que nous avons dans nos cuisines), sa décomposition s'inscrit nécessairement sur le temps long, même si ce dernier se situe en dessous d'un demi millénaire. Enfin, elle permet de questionner la gestion de ces déchets assimilables à des déchets hospitaliers potentiellement encore contaminés et donc vecteurs possible de propagation de la covid-19. En réalité, même si les masques sont désormais d'usage commun, il reste qu'il s'agit de déchets avec un

**Le polymère est une matière non biodégradable dans la nature, et n'est non plus compostable. Les experts situent sa dégradation naturelle dans une période allant de 450 à 500 ans.**



statut particulier. Au regard de leur objectif qui est de retenir les liquides sécrétés par les sujets éventuellement malades, il est donc clair que le fait de se débarrasser de ces masques en les jetant sans précaution aucune sur les lieux de forte circulation humaine revient à risquer d'entretenir la chaîne de contamination.

### **...VERS UNE GESTION PLUS RESPONSABLE**

Une remarque préalable s'impose : il n'existe pas, à l'heure actuelle, une procédure unanimement reconnue comme satisfaisante de recyclage des masques chirurgicaux usagés. Les laver et les repasser comme c'est le cas avec les masques en tissu (alternative utile au recours des masques chirurgicaux du fait leur usage prolongé), permet certes d'éliminer leur charge virale, mais réduit considérablement leur niveau de performance, leur efficacité. En fait, en les traitant de cette manière, ils perdent une grande partie de leur rôle de barrière capable de stopper la projection des virus que pourrait émettre un potentiel malade. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont à usage unique et qu'il est recommandé de s'en débarrasser une fois qu'ils ont été portés pendant une période de 4 heures de temps. Des recherches sont

actuellement en cours afin de pallier cet impératif d'usage unique. Irradiation par rayons gamma, stérilisation bêta, traitement à l'oxyde d'éthylène, chauffage à 70 degrés Celsius en chaleur sèche ou dans l'eau etc. sont quelques-unes des pistes actuellement en expérimentation et dont les résultats sur l'efficacité restent insatisfaisants. Dans l'intervalle, l'on doit donc se borner à s'en débarrasser de manière responsable. A ce titre, le protocole des bons gestes à avoir vis-à-vis de ces déchets polluants et potentiellement encore contaminés voudrait qu'ils soient jetés dans un sac poubelle dédié et résistant. Une fois ce sac rempli, il doit être soigneusement refermé, puis conservé 24 heures avant d'être déposé dans un bac à ordures. ■



PLANÈTE

Covid-19

# Des vaccins peu convaincants

**L'actualité du COVID-19 est marquée ces derniers temps par des campagnes de vaccination à l'échelle mondiale, sans pour autant faire fléchir la courbe de la pandémie.**

**L**e vaccin contre le covid-19 est sans doute la découverte la plus rapide de l'histoire de la médecine. À peine un an après l'identification du virus, les laboratoires pharmaceutiques annoncent avoir découvert la solution vaccinale.

## ■ CRAINTE D'UNE THÉRAPIE BÂCLÉE

Il est étonnant de voir comment en si peu de temps, les chercheurs ont pu cerner le coronavirus. Certes, depuis la révolution industrielle, les recherches scientifiques connaissent une plus grande célérité. Malgré tout, les résultats sur le vaccin contre le coronavirus surprennent. Car, à cette

époque, au-delà du coronavirus, d'autres pathologies et pandémies restent un défi pour la science médicale. Le VIH-sida par exemple demeure un calvaire sanitaire près de 40 ans après sa découverte. Les moyens colossaux investis ont juste permis à ce jour de produire des médicaments antiviraux visant à neutraliser la charge virale à un taux moins nuisible. Les recherches sur le vaccin quant à elles, affichent un optimisme depuis les années, mais le bout du tunnel reste paradoxalement éloigné. Cette expérience sur la pandémie du VIH, ou sur une maladie comme le paludisme, rend un peu méfiant sur les vaccins du covid-19. Sommes-



**Les recherches sur le vaccin quant à elles, affichent un optimisme depuis les années, mais le bout du tunnel reste paradoxalement éloigné.**

nous pas en présence des effets d'annonce ? Le professeur Didier Raoult a notamment soulevé d'énormes réserves, contribuant ainsi à renforcer par sa voix autorisée, la suspicion auprès de certaines personnes qui n'hésitent pas avoir un complot des industries pharmaceutiques. À juste titre, le vaccin n'arrive pas encore à faire reculer la pandémie partout où elle est agressive. La situation demeure inquiétante avec une prolifération des variants. En dehors du continent africain où la vaccination est à la traîne, elle évolue plutôt de manière positive partout ailleurs, avec des statistiques qui annoncent des taux de l'ordre de plus de 50%. Mais ces statistiques flatteuses ne produisent pas les résultats escomptés. Le vaccin peine à produire l'immunité espérée. Il n'empêche ni les nouvelles contaminations, ni le développement de la pathologie. Autrement dit, le sujet vacciné n'est pas à l'abri de la maladie, et demeure un vecteur de transmission.

## **■ CRAINTE D'UN EFFET DE MODE**

Selon l'OMS, près d'une dizaine de vaccins sont considérés comme fiables : Moderna, Pfizer-Bio Ntech-Fosum, AstraZeneca-Oxford, Cure vac, Johnson and Johnson, Sinopharm, Spoutnik V, etc. A peine ces vaccins annoncés, l'Union européenne avait commandé immédiatement des millions de doses de ceux issus des laboratoires occidentaux pour ses ressortissants, et emboitait le pas à la Grande-Bretagne dans la vaccination dès le début de l'année 2021. Cet adoubement rapide des pays occidentaux pour la mise en circulation, a soulevé quelques inquiétudes. Le même enthousiasme n'avait pas en effet été noté, lorsque les russes annoncèrent leur découverte au mois d'août 2020. Tout au

contraire, la méfiance avait été prônée et l'OMS s'en était d'ailleurs fait écho. Alors, sommes-nous pas simplement devant une sorte de course à la primeur de l'annonce ? En effet, la pandémie du coronavirus représente un marché médicamenteux important. Il va de soi qu'à l'heure actuelle, le coronavirus est la pathologie qui représente le plus fort potentiel d'affaire. Rarement dans l'histoire contemporaine, une maladie n'a paralysé presque l'humanité entière sur tous les

plans : économique, sportif, culturel, politique, etc. Le vaccin se présente à ce titre en messie, et ne peut que susciter une ruée des consommateurs, tant le monde est impatient de sortir de cette morosité générale.

Les annonces incessantes de nouveaux vaccins peuvent donc traduire une ambition de partager la gloire, de la discuter, de la nier, voire de tenter de la monopoliser. Le médicament fait aussi partie des enjeux de puissance. Par le médicament on peut assujettir, se construire une notoriété, mais aussi bâtir un empire financier. Dans la rivalité hégémonique qui caractérise la scène internationale contemporaine, la présence dans le secteur du médicament est donc fondamentale. Car, il s'agit ni plus, ni moins que de posséder des vies. Et aucune puissance ne souhaite que les vies de ses ressortissants, ne soient déterminées par un rival. ■

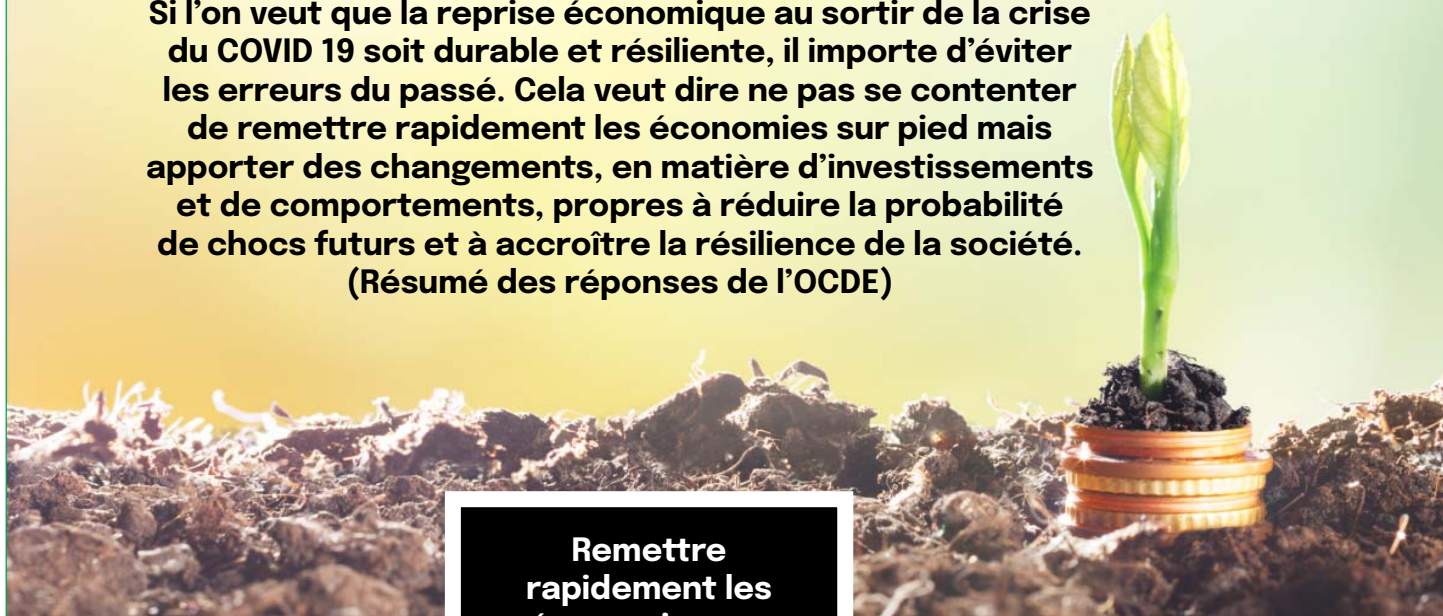


PLANÈTE

Reconstruire en mieux

# Pour une reprise durable et résiliente après le COVID-19

**Si l'on veut que la reprise économique au sortir de la crise du COVID 19 soit durable et résiliente, il importe d'éviter les erreurs du passé. Cela veut dire ne pas se contenter de remettre rapidement les économies sur pied mais apporter des changements, en matière d'investissements et de comportements, propres à réduire la probabilité de chocs futurs et à accroître la résilience de la société.**  
(Résumé des réponses de l'OCDE)



**Remettre rapidement les économies sur pied et rétablir les moyens de subsistance des populations, mais aussi préserver la prospérité à plus long terme.**

**F**ace à la pandémie de COVID-19, les États se sont attelés en priorité à surmonter l'urgence sanitaire et à mettre en œuvre des mesures de sauvetage économique rapides, visant principalement à fournir des liquidités essentielles et à protéger les populations frappées par la perte soudaine de revenus. Alors que la crise sanitaire amorce un recul dans certains pays, l'attention se tourne aujourd'hui vers la préparation de plans de relance afin de faire redémarrer l'économie. La présente Synthèse analyse la manière dont ces programmes peuvent être l'occasion de

« reconstruire en mieux », c'est-à-dire non seulement de remettre rapidement les économies sur pied et de rétablir les moyens de subsistance des populations, mais aussi de préserver la prospérité à plus long terme.

Cela signifie engager des investissements et des transformations sociétales propres à la fois à réduire la probabilité de chocs futurs et à améliorer notre résilience aux chocs en question lorsqu'ils surviennent, qu'il s'agisse d'une maladie ou de la dégradation de l'environnement. La transition vers des sociétés plus inclusives, plus résilientes, affichant zéro émission nette de GES et des



impacts sur la nature très réduits, est au cœur de cette approche.

### **UNE PLUS GRANDE RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE PASSE PAR L'ADOPTION DE PRATIQUES DURABLES**

Outre les souffrances humaines immédiates causées par la maladie elle-même et la perte de moyens de subsistance pour des millions de personnes, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence plusieurs vulnérabilités majeures de nos sociétés et de notre système économique. L'imbrication des échanges mondiaux a été durant des décennies une source d'immenses gains économiques et sociaux, néanmoins inégalement répartis, mais elle

a aussi facilité la propagation rapide de la pandémie. Plus généralement, la rapidité et l'intensité de la crise économique ont montré qu'un principe fondamental de l'économie mondiale – privilégier la croissance et l'efficacité économique à court terme sur la résilience à long terme – pouvait avoir un coût colossal pour la société. Cette crise, qui a vu bon nombre de pays batailler pour acquérir des fournitures médicales et d'autres articles stratégiques, a révélé le caractère précaire de chaînes d'approvisionnement mondiales longues et complexes.

Des inégalités sociales ont éclaté au grand jour et été rapidement exacerbées par les pertes d'emplois massives enregistrées, ►►



bien qu'à des degrés divers, avec l'équivalent de plus de 300 millions d'emplois potentiellement à risque. Les vulnérabilités apparues sont particulièrement peu rassurantes au regard d'un danger encore plus aigu qui menace l'économie mondiale : la dégradation de l'environnement imputable à notre système économique actuel. Les urgences écologiques planétaires sont toujours aussi pressantes, même si elles peuvent sembler éloignées pendant une crise très humaine comme celle que nous traversons. Les répercussions du changement climatique, de la pollution de l'air, de l'appauvrissement de la biodiversité et de la mauvaise santé des océans entraînent déjà d'immenses souffrances dans le monde entier et sont porteuses d'autres vulnérabilités systémiques pour l'économie mondiale qui pourraient finir par éclipser la crise actuelle.

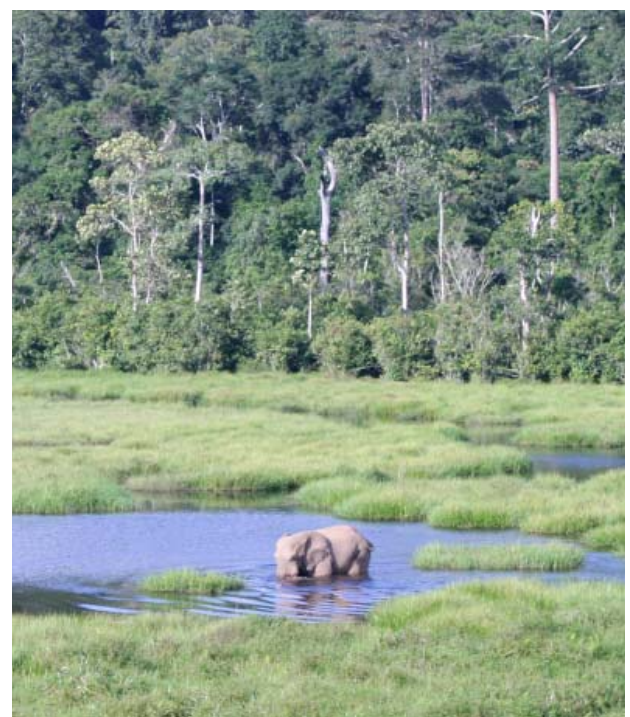
Faire redémarrer l'économie « comme avant » ne permettra pas d'asseoir une reprise soutenue à long terme, capable aussi d'améliorer le bien-être et de réduire les inégalités. Alors que de vastes programmes de relance commencent à être dévoilés aux quatre coins du monde, il est de la responsabilité et dans l'intérêt des États, des entreprises et de la société tout entière non seulement de rechercher des mesures à court terme destinées à consolider les sources de revenus et l'emploi, mais aussi de prendre du recul pour réfléchir aux ressorts politiques et économiques de la crise actuelle.

Malgré des signes encourageants de la part des gouvernements, des entreprises et de la société, les plans de redémarrage, pour l'essentiel, ne sont pas encore à la hauteur. De nombreux gouvernements sont conscients de la nécessité d'une reprise durable, et de l'occasion qui s'offre aujourd'hui à cet égard. Ainsi, en avril 2020, les ministres des Finances du G20 se sont engagés à « œuvrer en faveur d'une reprise écologiquement durable et inclusive » (G20, 2020). Selon un sondage international

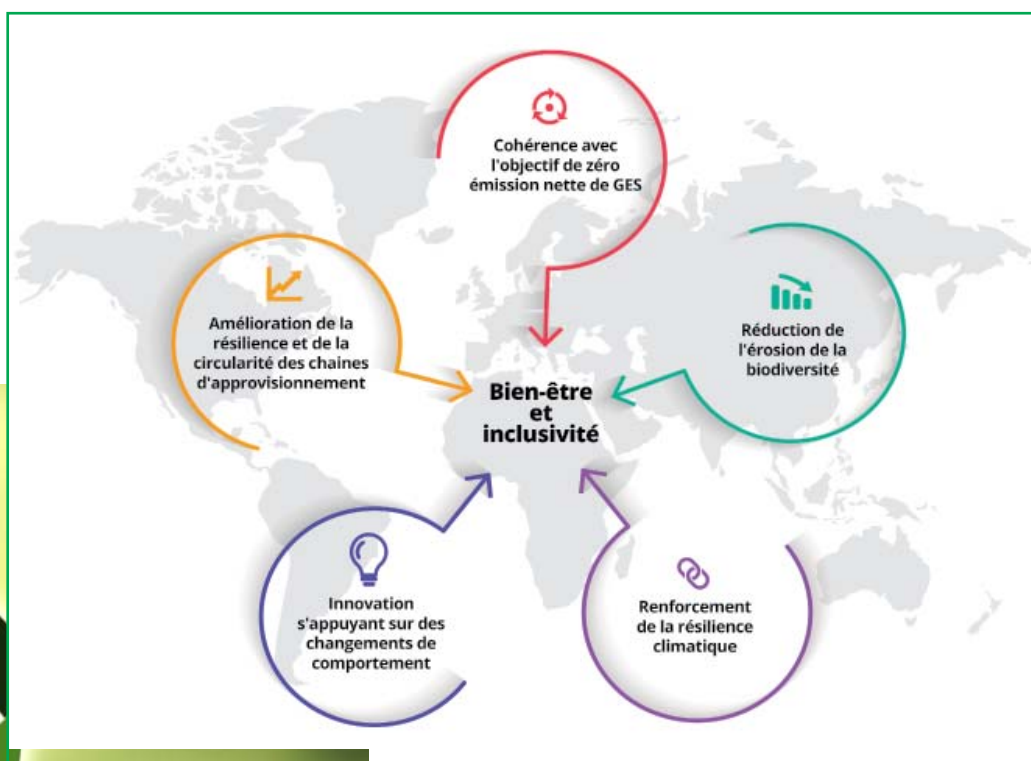
réalisé dans des pays développés et en développement, une majorité de citoyens estime que les questions d'environnement doivent demeurer une priorité au sortir de la crise du COVID 19, ce qui est encourageant (IPSOS MORI, 2020).

## « RECONSTRUIRE EN MIEUX » : LES DIMENSIONS ESSENTIELLES POUR UNE

**Une majorité de citoyens estime que les questions d'environnement doivent demeurer une priorité au sortir de la crise du COVID 19.**







élevés, et la possibilité qui s'offre d'engager une reprise plus durable est si évidente, que l'expression est pertinente dans la situation actuelle. Pour « reconstruire en mieux », les mesures de relance peuvent être évaluées en fonction d'un ensemble de dimensions essentielles (graphique).

Reconstruire en mieux, c'est notamment travailler à une reprise centrée sur les personnes qui accorde une grande importance au bien-être, améliore l'inclusivité et réduit les inégalités. Les plans de relance seront mieux acceptés par l'opinion publique s'ils sont établis en fonction de critères ne se limitant pas à la croissance économique et à la création d'emploi totale mais prenant en compte d'autres aspects de nature à améliorer le bien-être, comme le revenu, la qualité de l'emploi, le logement et la santé (OCDE, 2020).

## REPRISE ÉCONOMIQUE RÉSILIENTE

L'expression « reconstruire en mieux » est de plus en plus employée dans le contexte de la reprise économique après le COVID 9 (WRI, 2020) (We Mean Business Coalition, 2020). Elle vient du vocabulaire du relèvement et de la reconstruction après une catastrophe physique et traduit l'importance à donner aux investissements préventifs qui améliorent la résilience aux catastrophes futures afin de réduire les coûts de ces dernières. Bien entendu, le problème se pose différemment pour faire redémarrer l'économie mondiale au lendemain de la crise économique déclenchée par le COVID 19. Il n'y a pas eu de catastrophe physique, et l'enjeu est planétaire. Pour autant, la crise économique est si grave, les risques de revenir aux schémas précédents sont si

## AMÉLIORER LA BIODIVERSITÉ TOUT EN ASSURANT UN APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE RÉSILIENT

La biodiversité et les infrastructures naturelles que constituent par exemple les écosystèmes des forêts, des zones humides et des mangroves, interviennent de manière essentielle dans de nombreuses activités économiques, et des centaines de ►►

millions d'êtres humains en sont tributaires pour leur subsistance. Les écosystèmes naturels sont également des facteurs de résilience primordiaux. Malgré cela, ce capital naturel est dans sa grande majorité sous-évalué dans l'économie, ou n'est évalué qu'en tant que produit récoltable et non pour les services écosystémiques vitaux qu'il fournit. Le capital naturel non tarifé qui est consommé par la production primaire (agriculture, foresterie, pêche et exploitation minière) et par certains secteurs de transformation primaire (comme le ciment, l'acier et les pâtes et papiers) a été évalué à 7.3 billions USD en 2013 (Natural Capital Coalition, 2016). Pourtant, en dépit des quelques mesures adoptées pour établir la valeur de la biodiversité, en particulier sous la forme de paiements au titre des services écosystémiques, la plupart des méthodes existant actuellement pour mesurer et tarifier la diminution du capital naturel restent limitées (OCDE, 2019). Le secteur alimentaire est fondamentalement important pour la préservation et l'utilisation durable du capital naturel, dont il dépend en bout de chaîne. Un approvisionnement alimentaire fiable est indispensable au bien-être et à la stabilité économique – et au maintien de la vie même – et par conséquent, la disponibilité et l'accessibilité financière des denrées alimentaires feront probablement partie des grandes priorités gouvernementales au sortir de la crise (OCDE, 2020). Le secteur agricole est confronté à des menaces qui vont en s'amplifiant, parmi lesquelles le changement climatique et les maladies infectieuses des plantes et des animaux d'élevage. Il représente également une source majeure de dégradation de l'environnement. La déforestation est due en grande partie au changement d'affectation des sols, notamment à des fins agricoles. Par ailleurs, l'utilisation excessive d'engrais a des répercussions importantes sur les écosystèmes dulcicoles et océaniques en raison du lessivage des éléments nutritifs. L'aggravation des pressions d'origine agricole sur les écosystèmes pourrait aussi entraîner l'apparition de nouvelles maladies humaines.

## **INVESTIR DANS DES SYSTÈMES ÉLECTRIQUES BAS CARBONE, RÉSILIENTS**



Les plans de relance économique peuvent permettre d'accélérer l'évolution vers un système électrique zéro carbone, résilient au changement climatique, tout en créant des emplois. Les grandes installations à énergies renouvelables restent importantes à cet égard, mais d'autres possibilités intéressantes existent avec les systèmes décentralisés, la maîtrise de la demande d'énergie, et l'amélioration de la flexibilité du système électrique.

Les mesures de relance en rapport avec l'énergie doivent prendre en compte la conjoncture nouvelle du système énergétique mondial, marquée par une baisse historique de la demande d'énergie attendue en 2020 qui contribue à des prix des énergies fossiles extrêmement faibles et volatiles (AIE, 2020). La persistance des prix bas du pétrole et du gaz incite moins à améliorer l'efficacité énergétique et à développer les énergies renouvelables, et entraîne également une réduction des investissements dans les secteurs des énergies fossiles. Les investissements





**Les recherches sur le vaccin quant à elles, affichent un optimisme depuis les années, mais le bout du tunnel reste paradoxalement éloigné.**

dans l'énergie devraient chuter en 2020, même pour les énergies renouvelables (AIE, 2020). Dans ce contexte, les programmes de relance peuvent servir à investir dans des centrales à énergie renouvelable d'échelle industrielle « prêts à l'emploi » (par exemple dans l'éolien ou le solaire photovoltaïque) ou à mobiliser des financements en ce sens, et restent ainsi des instruments essentiels pour une reprise économique durable.

### **DES LOGEMENTS ÉCONOMES EN ÉNERGIE ET DES VILLES COMPACTES, RÉSILIENTES ET DURABLES**

Le confinement de centaines de millions de personnes à leur domicile en raison du COVID 19 a fait apparaître d'importantes défaillances dans le secteur de l'habitat et mis à nu les inégalités sociales en matière de qualité et de confort des logements et des services aux bâtiments comme l'assainissement. Les situations où la

mauvaise qualité des logements aggrave les inégalités en étant une source de danger majeure pour la sécurité et la santé sont devenues plus visibles que jamais, par exemple à cause de la pollution de l'air intérieur, mais aussi du surcoût subi par les ménages vivant dans des « passoires énergétiques ».

Il y a beaucoup à faire dans les villes, et dans le secteur du bâtiment plus largement, pour améliorer l'efficacité énergétique. Les bâtiments représentent près de 30 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, à la fois par la combustion directe d'énergies fossiles pour le chauffage et indirectement par leur consommation d'électricité (AIE, 2019). Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il est impératif d'une part de rénover le parc de

bâtiments existants et d'autre part d'imposer des normes d'efficacité énergétique rigoureuses pour les nouvelles constructions. En dépit des avantages évidents qu'il y a à investir dans l'efficacité des bâtiments, les freins sont bien connus : manque de fonds, immobilisme, et divergences de motivation entre propriétaires et locataires. Dans les économies émergentes, le déficit d'investissements dans les bâtiments verts est estimé à 1 billion USD par an d'après l'IFC.

### **FAVORISER LE PASSAGE À DES SYSTÈMES DE MOBILITÉ AXÉS SUR L'ACCESSIBILITÉ**

Dans le domaine du transport de voyageurs, les plans de relance devraient s'efforcer d'associer des aides à la conversion afin d'encourager l'achat de voitures moins polluantes, et des investissements amorçant une évolution vers des systèmes de mobilité axés sur l'accessibilité. Grand pourvoyeur d'emplois (environ 14 millions au total) partout dans le monde, le secteur automobile est gravement touché par la crise du COVID-19 (BIT, 2020). Les aides à long terme que les gouvernements envisagent d'accorder aux constructeurs automobiles en difficulté peuvent être conditionnées à des améliorations environnementales, par exemple à l'accélération du passage à la voiture électrique, ou à des véhicules plus propres et plus économes. Toutefois, ►►



les mesures de relance devraient ne pas miser seulement sur le développement accéléré du parc de voitures personnelles électriques, mais aussi promouvoir la transition vers des systèmes de mobilité conçus autour de l'accessibilité (facilité d'accès aux emplois, aux services, aux activités de loisirs, etc.).

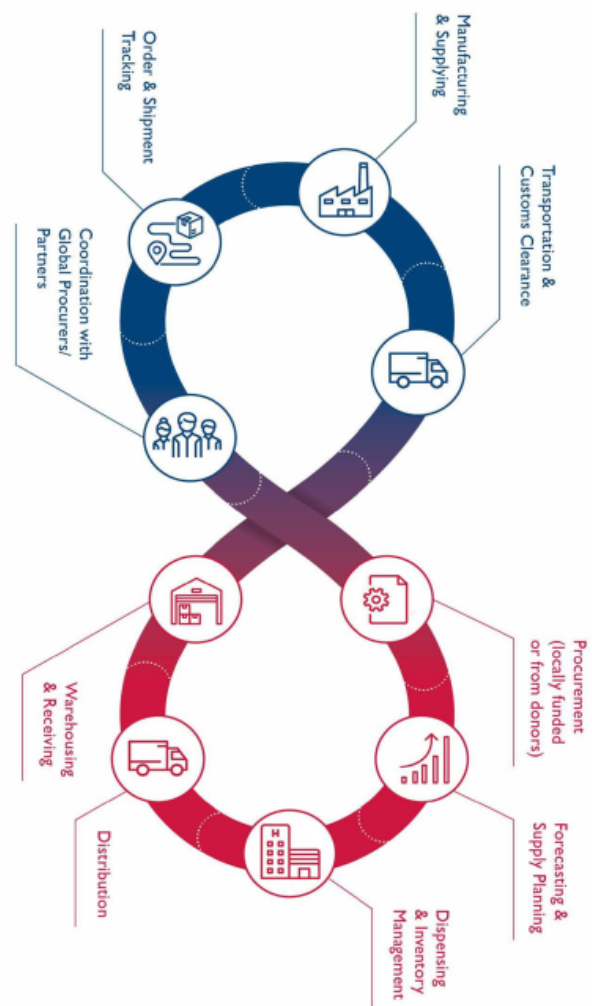
Investir dans les transports en commun demeure indispensable pour la mobilité comme pour l'emploi : le nombre d'employés des transports publics (13 millions) est presque aussi élevé que celui de l'industrie automobile (UITP, 2017). Les pays doivent toutefois tenir compte des nouveaux enjeux de ce mode de transport, par exemple la réticence des voyageurs à prendre les transports collectifs pour des raisons sanitaires (FIT, 2020). En dehors des mesures urgentes d'hygiène et de distanciation physique, à plus long terme les aides financières et les dépenses d'infrastructures pourraient être ciblées sur différents objectifs : améliorer la capacité de transport, réduire la concentration de voyageurs et restaurer l'attrait des transports publics, en particulier du fait que la capacité d'accueil sera sans doute limitée tant que les mesures de distanciation physique resteront en place (Liebreich, 2020).

**AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT TOUT EN ACCÉLÉRANT LE PASSAGE À UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

La crise du COVID-19 a braqué les projecteurs sur la résilience des chaînes d'approvisionnement internationales, qui sont devenues de plus en plus complexes et mondialisées ces dernières décennies. Si les entreprises veulent gagner en résilience en raccourcissant leurs chaînes d'approvisionnement ou en les rendant plus locales, il faudra veiller à ce que ces changements n'augmentent pas incidemment les émissions ou d'autres

effets sur l'environnement. Par ailleurs, les mesures de relance économique peuvent être une occasion d'améliorer l'efficacité d'utilisation des ressources plus globalement, notamment en exploitant les possibilités de création d'emploi liées à l'économie circulaire.

La production et le transport des matières premières et des biens transformés tout le long des chaînes d'approvisionnement internationales forment un maillon essentiel de l'activité économique mondiale mais sont également une source majeure de pollution de l'environnement. La gestion des matières représente déjà près des deux tiers des émissions mondiales de GES, et devrait augmenter de deux tiers d'ici 2060 si les tendances actuelles se poursuivent (OCDE, 2019). Malgré les mesures prises un peu partout pour encourager le développement du recyclage et de la circularité tant de la production que de la consommation, le pourcentage de matières recyclées dans le monde reste faible. ■



# RED-PLAST

ENVIRONNEMENT - DÉCHETS

NOUS DISPOSONS DE L'EXPERIENCE  
POUR VOUS ACCOMPAGNER  
DANS L'ENSEMBLE DES DEMARCHES  
ASSOCIÉES  
À VOS DEMANDES  
DE PERMIS



DIAGNOSTIC DE  
L'EXISTANT



ELABORATION OU  
AMELIORATION  
DES DISPOSITIFS EXISTANTS



MONTAGE DU DOSSIER DE  
PERMIS



DEPOT DU DOSSIER AU MINISTERE  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET SUIVIS JUSQU'À RETRAIT  
DU PERMIS

## SERVICE

### OBTENTIONS DES PERMIS ENVIRONNEMENTAUX

NOUS EFFECTUONS LES DEMARCHES, COORDONNONS ET  
PRENONS EN CHARGE LES ELEMENTS NECESSAIRES  
LORS DE VOS DEMANDES DE PERMIS



TEL: +237 690 80 97 18

EMAIL: REDPLAST.CM@GMAIL.COM

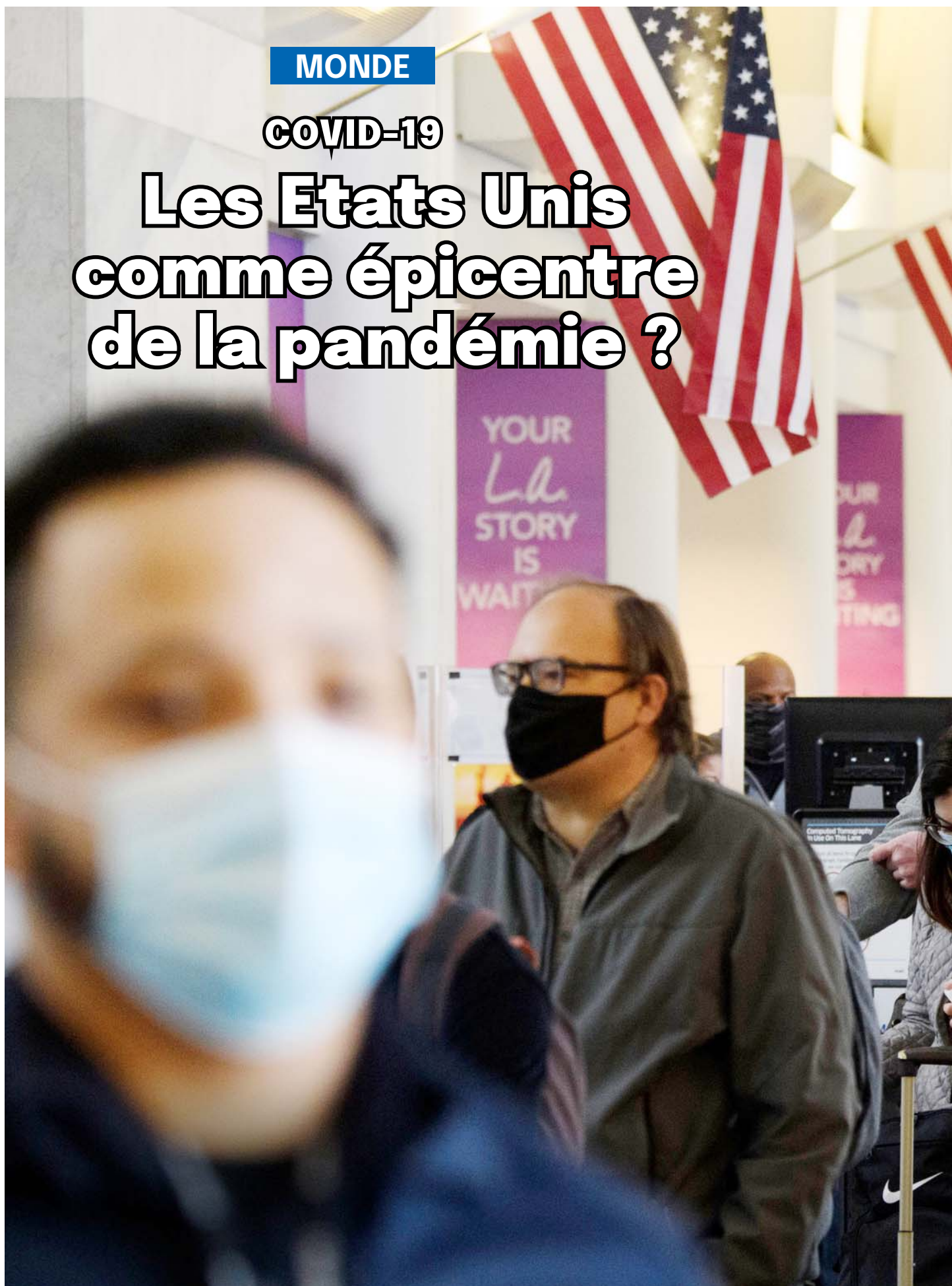




**MONDE**

**COVID-19**

# **Les Etats Unis comme épicentre de la pandémie ?**







**Le taux d'exposition des Etats Unis au corona virus laisse parfois les observateurs de la scène internationale. En effet, le nombre de contaminations et de décès sur le sol américains suscite de nombreuses interrogations sur la capacité de ce pays à s'impliquer dans la résolution des crises qui affectent le futur de la planète.**

**D**epuis le début de l'année 2020, plus de 250.000 personnes sont décédées du coronavirus aux États-Unis. Le nombre total de cas officiellement détectés a franchi le cap des 9 millions. Des statistiques qui placent la première puissance économique du monde dans la short-liste des pays les plus impactés par cette crise sanitaire. Un positionnement qui contraste avec les déclarations du Président américain Donald Trump de janvier 2020 qui affirmait déjà que «tout était sous contrôle» parlant de la progression de la Covid-19. La pandémie a plongé le pays dans la pire crise sanitaire depuis la grippe espagnole de 1918 et la pire récession depuis la crise de 1929. Plus au sud, en Amérique latine, le seuil des 400 000 morts du coronavirus a été dépassé. Dans cette sous-région, le Brésil est en tête du peloton avec plus de 160 000 décès.

#### **POURRONT-ILS STOPPER LA PROPAGATION DU VIRUS ?**

Considérant que la courbe des nouvelles infections n'a décliné de manière significative,

les experts estiment que les Etats Unis, dans son ensemble, ne sont jamais sortis de la première vague épidémique. Pour bon nombre d'analystes, le virus poursuit sa rapide progression grâce à la désinformation, les messages incohérents et à la politisation de la crise. À côté de cela, il faut noter des mesures restrictives prises tardivement et des levées prématurées ; l'immensité géographique et la diversité climatique.

Cependant, il est important de souligner que, sur le plan de la recherche biomédicale, le laboratoire américain Eli Lilly travaille actuellement sur un traitement du coronavirus aux résultats prometteurs. Le groupe pharmaceutique a déjà déposé une demande d'autorisation d'utilisation en urgence auprès de la Food and Drug Administration (FDA), l'organisme qui décide de la commercialisation des médicaments aux États-Unis. Une fois cette formalité remplie, les autorités sanitaires américaines envisagent d'accroître la riposte en répandant le vaccin contre la maladie, à grande échelle. ■



## MONDE

# Covid-19 en Chine Les raisons de la maîtrise de la pandémie

**Foyer originel de la pandémie à Coronavirus, la Chine a essuyé de vives critiques au début de la crise sanitaire pour diverses raisons. Très rapidement cependant, le pays a su forcer l'admiration par la manière avec laquelle il a pu circonscrire et faire reculer la pandémie.**

**L**es autorités chinoises en date du 31 décembre 2019 annoncent au monde entier que des patients sont pris en charge à Wuhan pour une maladie pulmonaire dont la cause reste inconnue. Le 23 janvier 2020, ces mêmes autorités prendront des mesures en vue d'éradiquer cette maladie qui, le 11 janvier, fera son premier mort.

### LE CONFINEMENT DRASTIQUE

Dès le 23 janvier 2020, les autorités chinoises ont opté pour un confinement total de la province de Hubei et de la ville de Wuhan, épice de la Covid-19. Cette décision audacieuse d'isoler les 50 millions d'habitants de la Province de Hubei et les 11 millions de ceux de la mégapole de Wuhan du reste du pays s'est imposée comme un impératif au regard de la très forte contagiosité de cette maladie et de la forte mobilité des habitants de cette partie du pays.





**Les recherches sur le vaccin quant à elles, affichent un optimisme depuis les années, mais le bout du tunnel reste paradoxalement éloigné.**

et donc mobilisables les personnels médicaux exerçant sur l'ensemble du territoire national chinois. On va assister très rapidement à un déferlement dans cette zone des médecins, des infirmiers, des aides-soignants toutes spécialités confondues. A côté de cette armée de soignants, près de 40.000 volontaires ont également été mobilisés.

### **TRAÇAGE DES CONTACTS ET LA MISE EN QUARANTAINE**

Au-delà de ces ressources humaines, la Chine a également opté pour la recherche systématique de tous les contacts des cas positifs et à la leur mise en quarantaine jusqu'à ce qu'ils recouvrent la santé. Bien plus, tous les cas testés positifs ont été mis en quarantaine sans aucune autre forme de démarche. Dans ce cas précis, des espaces d'accueil des patients ont spécialement été aménagés pour leur confinement par les autorités chinoises, contrairement à ce qu'on a pu observer plus tard dans d'autres pays où la latitude était laissée à ces cas positifs

de rester en quarantaine chez eux. Afin de rendre cela possible, des écoles, gymnases, hôtels ont été réquisitionnés et équipés. Bien plus, dans le but de prendre en charge les patients atteints de complications dues à la Covid 19, des hôpitaux ont été construits dans des délais hors du commun. C'est le cas à titre d'exemple de l'hôpital Huoshenshan qui a été construit et équipé en 10 jours.

En définitive, grâce à la stratégie de sa riposte contre la Covid-19, la Chine n'a enregistré à ce jour qu'environ 92 000 cas d'infection pour près de 4 600 décès officiellement recensés ; chiffres très largement inférieurs à ceux de plusieurs pays. Il faut cependant dire que, même si cette stratégie chinoise s'est avérée très efficace au regard des statistiques, elle n'a pourtant pas mis le pays à l'abri d'autres critiques, de nombreux pays, organisations et observateurs estimant que les mesures de riposte de la Chine étaient beaucoup trop coercitives et donc, portaient atteinte aux libertés individuelles. ■

### **L'ÉRECTION DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 EN CAUSE NATIONALE**

La mobilisation générale du pays face à la Covid 19 organisée par les autorités chinoises s'est bâtie à fort renfort médiatique autour de l'idée selon laquelle le coronavirus est un ennemi dangereux, un « démon » farouche face auquel le pays tout entier doit entrer en guerre pour espérer l'éradiquer. La guerre ainsi déclarée au coronavirus a nécessité la mobilisation des ressources humaines en grand nombre, l'aménagement et la construction des espaces servant d'hôpitaux et de lieux de quarantaine et l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie rigoureuse de recherche des contacts possibles des cas positifs.

En isolant la ville de Wuhan du reste du territoire chinois, les autorités ont réussi à circonscrire le périmètre de propagation du virus. Cette mesure salutaire a eu comme effet de rendre disponibles



## L'homme et les virus

# Quelles leçons sur l'évolution d'une nécro-cohabitation ?

**Depuis toujours, apprend-on des scientifiques, l'homme a toujours vécu avec les virus. Ces micro-organismes, parasites des cellules et infectieux, sont à l'origine de toutes les grandes crises sanitaires qu'a connues l'humanité et ont fait autant de victimes que n'importe quelle guerre.**

**O**n connaît les guerres qui déciment depuis des décennies, voire des millénaires, des populations entières. Certainement, leur caractère spectaculaire est nourri des bruits qui accompagnent les actes de domination. Les virus eux, ne font pas de bruit, si ce n'est lorsqu'il faut compter ses morts. S'il ne s'agit pas ici de questionner le nombre de ces morts, ni le pourquoi de cette « nécro-cohabitation », deux aspects méritent d'être appréciés. Son évolution et ses formes.

Au XIVe siècle, entre 1346 et 1353, lorsque se déclencha la Grande Peste (peste noire), mis à part les pays méditerranéens, c'est toute l'Europe en grande majorité, qui paya le lourd tribut avec plus du tiers de la population ravagée. Cette épidémie, venue de Crimée

**S'il ne s'agit pas ici de questionner le nombre de morts, ni le pourquoi de cette « nécro-cohabitation », deux aspects méritent d'être appréciés. L'évolution des virus et leurs diverses formes.**

fut le premier indicateur de la transnationalisation des virus. Les pertes en vies humaines sont de très loin, les conséquences les plus désastreuses comparées à l'impact psychologique que créa cette pandémie.

La question sous-jacente à cet état, est en effet de savoir comment vivre avec des animaux, qu'ils fussent de compagnie ou non, potentiels vecteurs du virus. Question douée de sens, puisqu'au début du XXe siècle, la peste fera à nouveau son apparition !

Au début des années 1980, la découverte du virus du SIDA fait écho. Si à ce jour on en sait assez sur sa propagation, les méthodes et les moyens pour s'en préserver, en revanche, peu de choses sont dites sur son origine. Il cohabite simplement avec l'homme dans le



même environnement. Il tue. Mais bien plus, le SIDA est remarquable par ses effets sur la destruction des systèmes sociaux : le stigmata, le rejet, la suspicion, la désolation etc. Une forme insidieuse d'économie s'est développée autour du phénomène, reconfigurant ainsi les rapports entre pays riches (fournisseurs d'antirétroviraux) et pays pauvres où se développe comme par enchantement, la maladie. A ce jour, d'autres pandémies, bien que plus virulentes encore, n'ont jamais pu lui ravir la vedette au rang des virus qui tuent en silence et en permanence... Le virus d'Ebola et celui de la grippe aviaire, ont, en ce sens fait l'objet d'une large médiatisation, mais très vite maîtrisés, ils restent dans les mémoires...

Le Corona virus, déclaré en Chine il y a quelques mois, soulève toute une autre problématique sur le partage de l'espace entre l'homme et le virus. Jusqu'ici, les

grandes pandémies déclarées étaient connues comme le résultat d'une interaction [inconsciente] entre l'homme et les virus. Au mieux, savait-on, c'est le virus qui venait à l'homme. Les polémiques sur le berceau du Corona virus, qui pour beaucoup proviendrait d'un laboratoire, relance le débat sur la conscience humaine et l'avenir de l'humanité. Ceci est d'autant plus urgent que ce débat a eu cours sur la question très sensible des « armes bactériologiques » que détiendraient certains pays. Des textes internationaux régissant le droit de la guerre, les interdisent d'ailleurs formellement. L'usage des virus pour régler des comptes politiques ou économiques n'est plus aujourd'hui, un secret de polichinelle.

Lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, l'opposition sur la question était palpable entre le Président américain qui demandait solennellement à l'ONU »



de « tenir la Chine responsable de ses actes », et le Président chinois Xi Jinping, accusant les États-Unis de diffuser à l'ONU un « virus politique ». Face à une telle évolution, quelles leçons tirer ? Au moins quatre.

- Le déploiement du Corona virus nous montre clairement que la puissance est un concept relatif : ni la prospérité économique, ni l'agressivité militaire, encore moins la fierté d'aucune nation n'ont suffi à imposer un ordre international désarticulé par la pandémie ;

- Si les premières pandémies ont eu une évolution relativement localisée, l'ouverture des frontières et la grande mobilité des personnes et des biens démontrent qu'aucun Etat, aucun citoyen n'est à l'abri d'une catastrophe sanitaire à l'échelle mondiale ;

- Les stratégies régionales ou locales dans la maîtrise de l'infection à Corona virus suggèrent une inversion de la capacité d'agir sur l'émergence de phénomènes qui apparaissent aussi soudainement que leur résolution est incertaine ;

- Sommes-nous dans « un monde privé de sens » ? Cette interrogation met en réflexion le rapport entre le Bien commun universel qu'est la Vie, et l'instinct viscéral, voire grégaire de défendre des particularismes.

Enfin de compte, les virus, comme tous les autres microbes, partageront toujours le même espace que celui des hommes. Pour éviter que cette cohabitation de fait soit toujours source de désolation chez les seconds, c'est à eux qu'il appartient de bien tracer et de respecter les frontières acceptables. ■



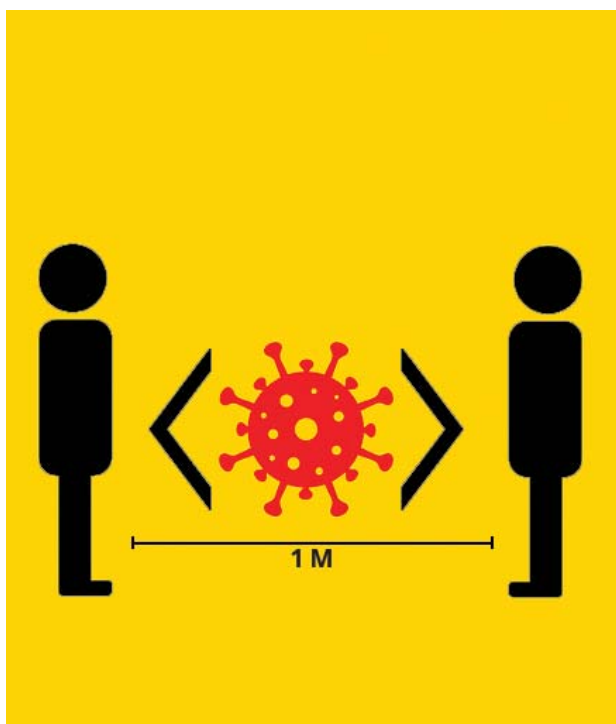


**Dans son essence, la mondialisation consacre la « fin des territoires » : flux des échanges divers, grande mobilité, mais aussi circulation des idées et des modes de vie. Célébrée par les uns, décriée par les autres, elle est, depuis quelques temps, éprouvée par le Corona virus.**



Jusqu'à l'irruption du Corona virus il y a quelques mois, les vieilles habitudes isolationnistes et protectionnistes étaient encore bien rangées aux calendes grecques. La mondialisation avait, depuis le début des années 1990, occupé tous les espaces. C'est elle qui cadencait les modes de vie, leur rythme d'évolution, et surtout, les comportements économiques. À l'épreuve de la pandémie, la solidarité internationale a exposé ses limites, en commençant par le « retour des frontières ». Et pour cause, les « mesures barrières » ont été interprétées dans la plénitude de leur sens. Au-delà de l'objectif principal qu'il visait, ce mot d'ordre, très vite converti en un slogan, a eu pour premier effet, une distanciation des liens sociaux au sein des communautés nationales, mais par-delà les frontières, leur distorsion. À peine voilé dans les discours, l'origine des contaminations a toujours porté une nationalité ou tout au moins, est venue d'un ailleurs. S'ensuivit alors la cristallisation d'une suspicion généralisée, décrétée par l'interdiction à plusieurs échelles, de la mobilité internationale. A ce jour, les conséquences de ce comportement sont connues de tous. Et le problème ?

### LA RÉDUCTION DES CONTACTS PHYSIQUES A SES ALÉAS.



La mondialisation est un tout; un phénomène total. Avec la pandémie, le monde se réinvente et s'adapte. Les pays africains, pour qui les solutions à ce type de problème sont très souvent venues de l'Occident, ont pour certains, découvert leurs propres thérapies. Et bien plus, de telles initiatives n'ont pas été limitées au domaine de la santé. Pour ce qui concerne la politique, les grandes réunions internationales



comme l'Assemblée générale des Nations Unies ou des rencontres régionales, les visioconférences ont montré que des déplacements très onéreux, et surtout préjudiciables pour des économies faibles pouvaient être évités. Un regain d'intérêt pour le numérique dans les secteurs de l'éducation, le commerce etc. soulève la problématique des supports matériels qui pour la plupart du temps, sont issus des importations (importation du matériel didactique).

Aujourd'hui, si l'Europe et les autres connaissent encore de nombreuses difficultés à se « déconfiner », cela suscite une autre interrogation : quel sens donner à la mondialisation, si vantée, et pourtant si fragile ? Le moins qu'on puisse dire est



que le Corona virus suscite de nouvelles formes de sociabilité ; il suggère aux nations de nouveaux modes de vie, ainsi qu'une nouvelle conception du monde ; en l'occurrence, les possibilités d'apprendre à vivre seul, et à ne compter que sur soi-même, au-delà de l'interdépendance entre les peuples dont la mondialisation a assuré jusqu'ici, le portage. Donc, contre cette mondialisation, deux menaces.



### **D'ABORD, L'ISOLATIONNISME.**

Les statistiques disponibles sur le coût humain de la pandémie à Corona virus ont probablement entraîné un effet psychologique énorme dans beaucoup de pays. À tort ou à raison, les foyers potentiels du virus sont considérés comme des provenances ou comme des destinations à haut risque. Certaines régions, à l'exemple de l'UE, ont d'ailleurs officiellement désigné les partenaires dignes de franchir leurs frontières. Les débats médiatiques sur la réciprocité de cet acte pour les « exclus » traduisent à suffisance les velléités de repli sur soi à l'échelle planétaire. A ce jour, les

**À tort ou à raison, les foyers potentiels du virus sont considérés comme des provenances ou comme des destinations à haut risque.**



Frontière fermée entre le Cameroun et la Guinée-Équatoriale

déplacements d'un pays à un autre sont strictement soumis à la présentation d'un test préalable, propre à décourager nombre de citoyens du monde.

### **LE PROTECTIONNISME ENSUITE.**

Selon toute vraisemblance, la fermeture des frontières a servi de prétexte légitime à la fermeture des marchés que maints États rechignent encore à rouvrir. C'est le cas notamment des États de l'Afrique centrale. Entre le Cameroun et ses voisins, les tendances sont perceptibles au niveau des exportations des produits vivriers, manufacturés ou l'agro-alimentaire. À l'inverse, les producteurs camerounais ont été conduits à tirer parti de cette situation, en développant la petite industrie pour la transformation et de conservation. La libre circulation des personnes et des biens devant réaliser l'intégration régionale n'est certainement plus pour demain.

Au bout du compte, les menaces induites par le Covid-19 dans le processus de mondialisation sont réelles à différents échelons des échanges (politique, économique et social). Mais tous les pays leur donnent-elles le même sens et la même teneur ? ■

MONDE

## Coronavirus

# Le désenchantement de l'Europe face à la pandémie

**Le déclenchement de la pandémie du coronavirus en Chine au début de l'année 2020, malgré sa virulence contagieuse et la pression exercée sur le système sanitaire, n'a suscité aucune inquiétude en Europe, enfermée dans ses certitudes. Celles-ci l'ont d'ailleurs poussée à organiser des opérations d'évacuation de ses ressortissants pour les ramener en « lieu sûr ». Cette décision va immédiatement s'avérer comme l'ouverture de la boîte de pandore.**

**A** lors que la Chine déploie des trésors d'imagination et de moyens pour faire face au coronavirus dès janvier 2020, l'Europe quant à elle continue d'afficher une attitude qui à certains égards relève de la condescendance. Plusieurs médias parlent en effet du péril jaune, quand d'autres dénoncent cette atteinte aux droits de l'homme à cause de certaines mesures drastiques à l'instar du confinement prises par les autorités chinoises.

### **L'ÉPIDÉMIE : UN FAIT DU PASSÉ ?**

Les progrès de la médecine matérialisés par exemple par l'éradication des maladies telles que la peste, la lèpre, la rougeole, le choléra ou la méningite qui durant des décennies ont fait des ravages en Europe, ont laissé croire à une fin des épidémies. Depuis la grippe espagnole, plus d'un

**L'Europe s'est plutôt illustrée ces dernières années à exporter son expertise en matière d'élimination des maladies dans d'autres régions du monde.**

siècle s'est en effet écoulé, sans apparition d'une crise sanitaire épidémique. Raison de plus de croire que de tels phénomènes pathologiques relevaient du passé. L'Europe s'est plutôt illustrée ces dernières années à exporter son expertise en matière d'élimination des maladies dans d'autres

régions du monde, notamment en Afrique. Cette donne a sans doute contribué au manque de vigilance européenne au moment de l'apparition de la pandémie en Chine. Visiblement, l'Europe ne se voyait pas malmenée par le coronavirus, d'où les commentaires tendancieux sur des mesures prises par la Chine, au moment critique de la crise sanitaire, en faisant un rapprochement avec sa supposée culture de violation des droits de l'homme. Ignorant les bien-fondés du confinement dans la lutte contre le coronavirus, l'Europe n'a pas



hésité à le violer pour aller au secours de ses citoyens « emprisonnés injustement », « exposés » volontairement à la maladie, ou alors incapables d'être protégés par les autorités chinoises. Le visage de la maladie exclusivement chez l'autre a aussi tôt fait de laisser voir les actes de discriminations à l'égard des personnes d'origine asiatique. Partout en Occident au commencement de la pandémie, l'asiatique était devenu la figure de la maladie à coronavirus. Ce fait montre bien que dans le subconscient européen, la maladie ne faisait plus partie de son univers. C'est l'affaire de l'étranger.

### **L'EUROPE DANS LA TOURMENTE**

Se croyant dans une ère post-maladie, l'Europe a naturellement fait surprise par la vague épidémique. Pourtant, elle a eu un temps relativement conséquent de se préparer en observant le déroulement de l'épidémie en Chine. Mais au lieu d'apprendre pour mieux se prémunir, elle a réduit la situation à un péril jaune, ne manquant

pas au passage de dispenser comme à son habitude quelques bonnes leçons. Le réveil sera brutal. Après avoir exfiltré ses ressortissants, l'Europe se retrouve avec une propagation exponentielle du virus. Alors que les premiers cas sont réellement détectés à partir du mois de février, elle devient dès le début du mois de mars, l'épicentre de la pandémie. Alors qu'en Asie et notamment en Chine, la situation se normalise, le « vieux continent » est mis à nu. Face aux milliers de cas graves, l'Europe découvre elle-même et à la surprise générale du monde que dans la plupart de ses pays, le système sanitaire n'est pas à la hauteur de la crise sanitaire. Il est même défaillant : déficit de lits d'hospitalisation, de matériels de protection, du personnel médical. Un véritable désenchantement qui laisse croire que l'Europe s'est longtemps menti à elle-même. Elle affiche désormais le visage des pauvres dont elle se revendique pourtant en prendre soin dans les contrées lointaines. ►►





**La Chine qui a presque dompté le COVID-19, émaille le continent de ses dons en médicaments, en matériels de protection et en appareils médicaux.**

## **L'EUROPE NÉCESSITEUSE**

Désespérée par la crise sanitaire, l'Europe se retrouve en posture de nécessité. Réaliste, elle sort de sa traditionnelle arrogance, en mesurant que cette fois, une part de sa survie va aussi dépendre des autres. La région de Lombardie en Italie, le comprendra vite. Sans aucune gêne, elle appelle ouvertement à l'aide internationale, notamment chinoise, cubaine, russe et vénézuélienne. Son cri de détresse sera entendu par ces derniers qui s'empresseront à son chevet. La Chine qui a presque dompté le COVID-19, émaille le continent de ses dons en médicaments, en matériels de protection, et en appareils médicaux de prise en charge. Au-delà des dons, l'Europe multiplie des commandes en Chine en matériels de protection, ouvrant la voie par exemple à une guerre du masque. Rachats des commandes et détournements des masques destinés à autrui, rythment le quotidien des européens.

## **LA DEUXIÈME VAGUE**

Dès le début de l'été, après trois mois

infernaux, la situation commence à se stabiliser induisant un assouplissement des mesures de confinement. Le mois d'août sonne presque la sortie totale de

l'enfermement. L'instant de répit s'avère cependant court. La deuxième vague de la pandémie s'annonce follement. Elle suscite autant de craintes que la première. Pour l'instant, c'est le confinement partiel, mais qui se durcit face à la flambée des statistiques horribles, hausse des décès et des contaminations. La barre symbolique d'un million des contaminations a déjà été franchie en Espagne et en France. L'Italie et la Grande-Bretagne sont en embuscade. L'Europe déchantée à nouveau. Malgré quelques craintes des experts qui évoquaient l'éventualité de la deuxième vague, l'Europe se croyait de fait, sortie de la crise sanitaire. La prouesse chinoise ou africaine d'une maîtrise de la pandémie fut vraisemblablement ici une illusion de courte durée. La fin du cycle terrifiant est renvoyée aux calendes grecques. ■





PETS Strapping by NAMÉ

# PETS



## Strapping

Revalorisons nos déchets plastiques pour un environnement sain et une économie circulaire durable !



✓ Solide

✓ écologique

✓ Résistant à l'humidité



### ACCESSOIRES



Bandes de cerclage  
fabriquées au Cameroun  
100 % recyclable



+237 698 92 07 91



[www.name-recycling.com](http://www.name-recycling.com)

+237 699 92 73 35



Name Recycling



[belise@name-recycling.com](mailto:belise@name-recycling.com)



Namé recycling

[contact@name-recycling.com](mailto:contact@name-recycling.com)



## Riposte contre la covid-19

# L'implication des municipalités

**Depuis le déclenchement de la pandémie de la Covid-19 au Cameroun, les mairies ont pris une part active à la riposte contre cette maladie. C'est dans ce cadre que s'inscrivent leurs interventions qui ont l'avantage de toucher directement les populations, quels que soient leurs lieux de résidence sur le triangle national.**

**L**es mairies, acteurs directs de la riposte Depuis le 17 mars, date à laquelle le Chef de l'Etat a rendu public la stratégie gouvernementale de lutte contre le coronavirus, les municipalités se sont présentées comme des acteurs de premier plan dans la riposte qui s'organisait contre cette pandémie au niveau local. Très tôt en effet, elles ont entrepris des actions de sensibilisation dans les villages, les quartiers, les marchés etc., en vue d'amener les populations à la base à prendre au sérieux cette maladie et de respecter les mesures barrières. A côté de cette sensibilisation,

**Les municipalités se sont présentées comme des acteurs de premier plan dans la riposte contre la covid 19. Elles ont entrepris des actions de sensibilisation.**

les mairies ont pris une part active dans la mise à disposition aux populations du matériel indispensable à l'implémentation des mesures barrières. C'est à ce titre que des masques, gels hydroalcooliques, savons etc. ont été distribués. Bien plus, des kits de lavage des mains ont été remis à certaines administrations et tenants de lieux de commerce, pendant que d'autres ont été disposés dans les marchés en plus de la désinfection hebdomadaire de ces derniers. Les municipalités veillent également à strictement respecter la stratégie gouvernementale de lutte contre la pandémie en se rassurant que les populations, les acteurs ►









du secteur des transports, les habitués des lieux de divertissement et des marchés ont un comportement responsable. Les mairies ont enfin mis à la disposition des familles endeuillées des espaces dans les cimetières pour l'inhumation des victimes du coronavirus.

Seulement, au moment où un relâchement des mesures barrières est observé au Cameroun avec un risque recrudescence du taux de contamination qui pourrait resituer le pays en tête de ceux où le virus évolue le plus rapidement, l'on est amené à s'interroger sur le rôle que doivent jouer les mairies afin de mettre le Cameroun à l'abri de cette éventualité.

### ■ PLUS LOIN ET PLUS EFFICACE

Dans le contexte actuel où la pandémie repart de plus belle dans les pays du nord notamment, il n'est pas nécessaire d'envisager une panoplie de nouvelles mesures au niveau local en espérant y dénicher des solutions miracles.

Il est plutôt urgent de ne pas relâcher les actions entreprises au lendemain du 17 mars, mais simplement de les intensifier. Celles-ci consistent pour l'essentiel à s'assurer que les populations qui n'ont pas la possibilité de rester chez elles appliquent tout au moins rigoureusement les gestes barrières une fois qu'elles se retrouvent dans les lieux publics. Il s'agit là pourtant d'une tâche difficile vu le comportement réfractaire de certains citoyens à respecter les mesures prescrites et le scepticisme des autres quant à l'existence réelle de cette maladie. Jouer pleinement ce rôle avec l'efficacité voulue ne saurait donc se faire sans la possibilité de contraindre ces populations au respect de ces gestes barrières.

C'est précisément le sens de l'instruction du MINDDEVEL faite aux autorités municipales les invitant à prendre toutes les mesures jugées utiles à travers notamment des arrêtés municipaux sanctionnant le non-respect du port du masque par les populations conformément aux dispositions de l'article 218 (2d) du Code général des collectivités territoriales décentralisées. Ces décisions qui devront préalablement passer en délibération auprès des conseils municipaux vont instaurer des amendes

comprises entre 500 et 2000 francs CFA aux contrevenants. Une pareille initiative devrait être inscrite dans une politique plus large allant au-delà des collectivités territoriales décentralisées.

En clair, il s'avère utile de pénaliser le non port du masque en faisant voter une loi à cet effet dans la mesure où il paraît contreproductif de prétendre que le port du masque est obligatoire alors que cette obligation n'est adossée sur aucun texte au niveau national. Il s'agit là en réalité d'une lacune qui limite nécessairement le pouvoir



de répression de ces actes manifestement irresponsables. Cette loi viendrait par conséquent compléter l'article 260 de notre Code pénal relatif aux maladies contagieuses et rendrait notre cadre juridique plus efficace dans la lutte contre la pandémie mondiale de l'heure. Bien plus, la désinfection régulière des espaces à forte concentration humaine tels que les marchés doit demeurer dans les agendas des mairies, ce qui n'est pas tout à fait le cas actuellement.

In fine, appeler les mairies à s'impliquer davantage dans cette riposte revient à leur demander d'engager des dépenses supplémentaires à celles qui ont déjà été entreprises. Il serait donc également utile de mettre à leur disposition les ressources y afférentes, surtout lorsqu'on sait que jusqu'ici, ces mairies ont organisé la riposte contre la Covid-19 sur fonds propres. ■

**La désinfection régulière des espaces à forte concentration humaine tels que les marchés doit demeurer dans les agendas des mairies.**





## Villes africaines et Covid-19

# Le rôle central des collectivités territoriales dans la relance de l'économie post-Covid

**En tant que moteurs de la croissance économique du continent, les villes africaines qui ont été très fragilisées par la COVID-19, devraient constituer l'ancrage territorial d'une relance efficace.**

**L**es villes africaines sont vitales pour l'économie du continent. Elles comptent sensiblement 600 millions d'habitants et représentent à elles seules plus de 50% du Produit Intérieur Brut de la région. Certains Produits Intérieurs Bruts nationaux illustrent davantage cette situation où près de 31% de ces derniers provient en moyenne de la plus grande ville dans certains pays. De ce fait, l'apport économique des villes de la région est bien supérieur à leur poids dans la population et les craintes de voir ces territoires affectés par la pandémie ont été justifiées.

**Les entreprises et les commerces des villes africaines n'ont pas été épargnés, en particulier les PME qui représentent 80% des emplois en Afrique.**

### LES EFFETS DE LA PANDÉMIE SUR LES VILLES AFRICAINES

Même si le bilan humain de la pandémie sur le continent a été moins lourd que dans d'autres régions, l'économie du continent a cependant été fortement ébranlée sur plusieurs points. Les effets négatifs de la COVID-19 sur l'emploi notamment dans les zones urbaines ont été importants. Les secteurs urbains de l'économie portée par la fabrication et les services et qui représentent actuellement 64% du PIB en Afrique ont rapidement été impactés, entraînant des pertes substantielles ►►







d'emplois productifs.

En particulier, les quelque 250 millions d'Africains dans l'emploi urbain informel (hors Afrique du Nord) se sont momentanément retrouvés dans une situation délicate du fait des mesures de restriction de la mobilité et de confinement. Les entreprises et les commerces des villes africaines n'ont pas été épargnés, en particulier les PME qui représentent 80% des emplois en Afrique. Ces effets ont parfois été aggravés par une hausse du coût de la vie, comme le montrent, par exemple, certains rapports initiaux d'augmentation allant jusqu'à 100% du prix de certains produits alimentaires dans certaines villes africaines. En outre, la consommation et les dépenses urbaines (de produits alimentaires, produits manufacturés, services publics, transport, énergie et services) ont quant à eux connu une forte baisse à la lumière des confinements des restrictions réduites liés au COVID.

Or les villes africaines stimulent la consommation avec leur classe moyenne en croissance. La baisse de la consommation urbaine liée au COVID-19 a donc eu un impact sur les chaînes de valeur nationales, y compris les zones rurales », note Mme Ruzvidzo Directrice de la division du genre, de la pauvreté et de la politique sociale de la CEA. En outre, les dépenses par habitant des collectivités locales africaines étant les plus faibles du monde, à 26 dollars, de nombreuses collectivités locales mal dotées en ressources et moins en mesure de faire face à l'assaut de COVID-19 ont fortement été fragilisées. La baisse des sources de revenus pour les autorités locales en raison des effets réducteurs du COVID-19 sur leur capacité déjà limitée à répondre à cette crise n'a fait que compliquer la situation. De même que la chute des transferts intergouvernementaux / nationaux, qui représentent 70 à 80% du financement des collectivités locales, en raison de l'intervention nationale immédiate et des besoins de relance.

### LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS DANS LA RIPOSTE ÉCONOMIQUE POST-COVID

Compte tenu du fait que les autorités locales sont des intervenants de première ligne face à ces chocs et crises, et du fait de

leur proximité avec leurs circonscriptions, ils sont bien placés pour mener la riposte au niveau local. C'est le sens de l'appel de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU) à l'endroit des autorités du continent à prendre en



considération les villes dans le cadre de leur stratégie de lutte contre la pandémie du Covid-19. Puisqu'après avoir été sur la ligne de front pour agir efficacement, les collectivités territoriales sont censées mieux comprendre les besoins et les mesures nécessaires pour contrecarrer la Pandémie au niveau local. En œuvrant à l'instauration d'une plus grande transparence et le sens de la responsabilité,



les résultats escomptés pourraient davantage être satisfaisant. Elles doivent donc être partie prenante de la sortie du Covid-19 et des stratégies à long terme de relance de l'activité économique. Ces mesures seront d'autant plus pertinentes

à tirer de la gestion de la pandémie, c'est bien la nécessité d'aborder les problèmes à partir des institutions les plus proches des populations. Mais ce changement de paradigme nécessite une refonte des relations financières intergouvernementales afin d'ancrer la subsidiarité dans la sphère publique. Il s'agira de faire en sorte que les collectivités territoriales soient investies sur le plan financier de la mise en œuvre de toutes les politiques publiques qui ont trait aux compétences transférées.

La décentralisation fiscale doit être au cœur de la mise en œuvre de la subsidiarité. Elle doit permettre de renforcer les capacités d'action des collectivités territoriales par des transferts financiers plus justes, qui passent par l'évaluation des coûts de compétences à transférer. Les transferts financiers doivent être stables et prévisibles pour permettre une planification et une mise en œuvre efficace des actions de développement. Ils doivent porter non seulement la péréquation pour prendre en compte les collectivités les plus pauvres, mais aussi l'incitation pour stimuler le génie des collectivités territoriales à innover dans le domaine de la gouvernance locale.

Enfin, les transferts financiers aux collectivités territoriales doivent être sanctuarisés. Les textes fiscaux doivent définir un champ fiscal propre aux collectivités territoriales et les lois de finances doivent délimiter les plafonds des ressources financières propres aux collectivités. Ces ressources financières ne peuvent en aucun cas servir de variable d'ajustement en situation de tension des finances publiques au cours de laquelle elles sont soit réduites à la baisse ou tout simplement supprimées. Des voies de recours doivent être prévues pour les associations de collectivités en cas de contentieux avec l'État sur le niveau des transferts financiers. ■



**Les dépenses par habitant des collectivités locales africaines étant les plus faibles du monde, de nombreuses collectivités locales ont fortement été fragilisées face à la COVID-19.**

qu'elles intégreront la dimension territoriale tout en donnant aux villes toute la place qu'elles méritent de par leur rôle de facteur et de levier du développement économique national.

La prise en compte des collectivités territoriales commencerait d'abord par une redistribution des ressources publiques plus équitable. S'il y a une leçon

Ruralité

# L'agriculture et le monde rural camerounais à l'épreuve du Coronavirus

**Le monde rural camerounais qui respire par son agriculture au sens large, a été touché au poumon en devenant à un moment donné un « cas contact » qui commence à reprendre des couleurs.**

**O**n a encore à l'esprit l'inondation de la tomate sur le marché national due à la fermeture des frontières. Cette surproduction qui se vendait pour presque rien a eu un impact considérable sur les acteurs concernés au premier plan. Les producteurs dont c'était une source importante de gain anticipée n'ont pas eu d'autre choix que celui d'accepter une situation qui échappait à tous. Au-delà de cette tomate très visible, plusieurs filières se sont retrouvées avec du plomb dans l'aile avec cette Covid-19, qui a

**Au-delà de la tomate très visible, plusieurs filières se sont retrouvées avec du plomb dans l'aile avec cette Covid-19, qui a occasionné une réduction du nombre d'acheteurs.**

occasionné une réduction du nombre d'acheteurs dont une bonne partie sont transfrontaliers.

## **LES RAISONS D'UN SECTEUR FRAGILISÉ**

L'application stricte des mesures barrières a eu pour incidence directe la fermeture immédiate des frontières, une réduction de la mobilité de biens et des personnes et la réduction des horaires de tenue de marchés sur l'étendue du territoire a continué à limiter les possibilités de d'effectuer des bonnes affaires. Les restrictions imposées dans les transports intérieurs et extérieurs





ont perturbé le fonctionnement des chaînes logistiques (approvisionnements, livraisons) qui impliquent les exploitations agricoles. A ce titre, les paysans ont ainsi été privés des pleines potentialités de leurs débouchés commerciaux quand ils n'observaient pas tout simplement leur production se décomposer sur place. Ainsi, les produits agricoles, les produits d'élevage et de contresaison pour subvenir à leurs besoins monétaires et alimentaires n'ont pas tout simplement joué ce rôle au grand désarroi de ces populations qui connaissent majoritairement des conditions de vie précaires. S'y ajoutait, et aggravait la situation, le ralentissement ou l'arrêt des transferts qui viennent

généralement en appui et qui constituent une base d'investissement ou de lancement de microprojets agricoles avec l'acquisition des intrants et du matériel agricole.

### **UN SECTEUR À DÉVELOPPER DURABLEMENT**

Les aides alimentaires distribuées à grande échelle à certaines populations dans le cadre de l'action solidaire avec des initiatives personnelles, privées et gouvernementales ont quelque peu servies à amortir le choc pour certaines populations, mais son effet conjoncturel est resté fort limité. Il faudra davantage compter sur les politiques sectorielles durables (agriculture, environnement, élevage et ►



pêche) de riposte pour définir de véritables économies rurales résilientes. Cela passe nécessairement par un relèvement des budgets des Ministères de l'Agriculture et du développement Rural et de celui de l'industrie pour booster les productions agricoles non extraverties qui concourent à l'autosuffisance alimentaire et asseoir une véritable logique transformationnelle des produits locaux moins sensibles à certains chocs. La définition des filières porteuses de croissance et de leur mise en réseau devient alors une nécessité impérieuse avec notamment des possibilités de transformations dans les territoires qui feraient franchir un nouveau cap aux simples bassins de production en lieux de transformation également.

L'inquiétude demeure donc grande pour un secteur exposé depuis longtemps aux soubresauts de toute sorte. La détermination forte de stopper la progression de la pandémie, doit de ce fait avoir une portée de long terme pour faire du milieu rural, une place forte et résiliente. Elle devrait donc aller de pair avec l'atténuation des impacts des crises sur l'agriculture et réduire les risques alimentaires qui pointent à

l'horizon.

Ce qui suppose une adaptation aux changements techniques et sociétaux et une série d'autres mesures.

En tout état de cause sans prendre pour acquis cette reprise lente du secteur, l'agriculture camerounaise et le monde rural devront s'interroger sur leurs difficultés persistantes à faire face à leurs missions essentielles de nourrir les populations, de créer des emplois et des revenus décents pour les jeunes, de fournir un cadre de vie propice en milieu rural et de faire corps avec les enjeux contemporains tels que les changements climatiques, les questions sécuritaires et la résilience dans un monde instable et sans cesse menaçant. Les initiatives de perspectives agricole et Rurale sont à encourager et à mettre en place, des structures de recherche performantes et compétitives sont à construire, des

organisations paysannes faitières, des partenariats autour du suivi des exploitations rurales pour produire de la connaissance et informer les décisions publiques sont quelques mesures qui peuvent à moyen et long terme faire du monde rural un grenier pour le pays. ■

**Booster les productions agricoles rurales qui concourent à l'autosuffisance alimentaire et asseoir une véritable logique de transformation des produits locaux.**





INTALLEZ DÈS MAINTENANT VOS

## Panneaux solaires

Versez un acompte, puis effectuez des paiements mensuels via votre opérateur de téléphonie mobile avec des périodes de remboursement allant de 18 à 23 mois.

Agissez maintenant.  
Visitez [upowa.energy](http://upowa.energy)  
pour savoir comment profiter de la lumière 7/7



### FLASH



3 LAMPES + CHARGEURS TÉLÉPHONES

Crédit de 18 mois : 130 000 FCFA  
Avance : 13 000 FCFA  
Par mois : 6 500 FCFA

### LUCIOLE



4 LAMPES + CHARGEURS TÉLÉPHONES  
+ TORCHE RECHARGEABLE  
+ RADIO USB RECHARGEABLE

Crédit de 18 mois : 180 000 FCFA  
Avance : 18 000 FCFA  
Par mois : 9 000 FCFA

### LION



1 TV + 1 DECODEUR + 4 LAMPES  
+ CHARGEURS TÉLÉPHONES  
+ 2 PORTS USB

Crédit de 24 mois : 560 000 FCFA  
Avance : 50 000 FCFA  
Par mois : 20 000 FCFA

+237 6 66 16 61 12

[contact@upowa.org](mailto:contact@upowa.org)

[www.upowa.org](http://www.upowa.org)





**ECONOMIE**

**Economie grippée**

# **Quels impacts socio-économiques du coronavirus sur le Cameroun ?**



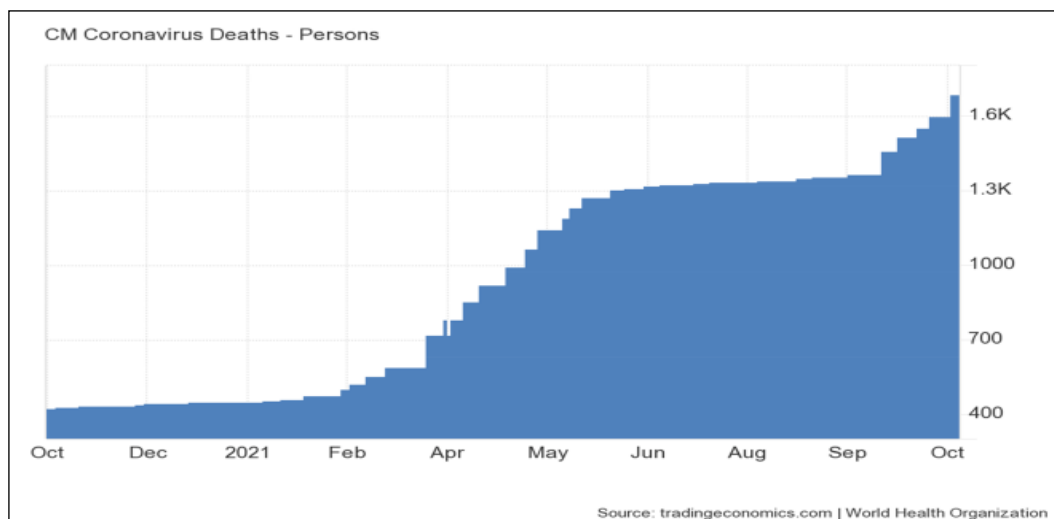
**Avec des traitements toujours administrés à tâtons, la pandémie a mué en un véritable frein pour l'économie mondiale, continuant à ralentir ainsi, les flux commerciaux, financiers et de personnes.**

**Les répercussions économiques de la pandémie que traverse le monde actuellement n'ont épargné aucun pays. Le Cameroun ne déroge pas à cette règle et voit ses secteurs d'activités et indicateurs négativement impactés.**

**L**a pandémie de coronavirus Covid-19 est l'un des défis de santé publique internationale les plus importants. A ce jour, ce n'est pas moins de 190 pays et territoires qui sont touchés, parmi lesquels, le Cameroun. Elle se caractérise par un bilan très lourd sur le plan tout d'abord humain avec des estimations préoccupantes qui font état de près de 246 millions de cas pour plus de 5 millions de décès dans le monde. La maladie a depuis le 7 janvier date de son identification formelle par les autorités chinoises révélée au monde l'un de ces côtés les plus dangereux. Même avec la prolifération des vaccins, la pandémie demeure violente avec des nouvelles variantes plus contagieuses et plus résistantes. Avec des traitements toujours administrés à tâtons, elle a mué en un véritable frein pour l'économie mondiale, continuant à ralentir ainsi, les flux commerciaux, financiers et de personnes. Cette situation n'a pas épargné le Cameroun qui depuis l'apparition de la maladie sur son sol, dénombre plus de 103 000 cas pour près de 1700 décès, avec des répercussions socio-économiques relativement importantes et négatives.

Dès l'apparition de la maladie au Cameroun, des sentiments de psychose interne et de défiance externe ont tôt fait d'émerger porté par le chaos annoncé, « l'Afrique doit s'attendre au pire ». Ainsi, les populations craignant d'être submergé par une déferlante vague, ont rationalisé leurs mouvements, tandis que le pays verrouillait ses frontières. L'économie ►►





n'avait de ce fait, pas d'autres issues que s'enrhumer. Or, les activités économiques ne sont fructueuses que dans un contexte de confiance et de mobilité. Ce principe étant remis en question, avec la propagation rapide de la maladie, le pays s'est très vite retrouvé dans une situation de vase clos avec un marché intérieur fonctionnant sous restrictions. La quasi-totalité des secteurs de l'économie camerounaise s'est retrouvée sous l'emprise du Covid-19. Ainsi, les secteurs du tourisme, du transport et des exportations ont rapidement connu un ralentissement de l'activité, avec une chute des revenus de 3,1%, avec des externalités négatives sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Une tendance baissière qui s'est aggravée avec une perte de revenus estimée à 4,1% du PIB. Par ailleurs, les mesures de distanciation imposées ont mis à mal l'industrie brassicole et du divertissement, tandis que les secteurs éducatif sportif et de l'évènementiel se mettaient simplement à l'arrêt. Cette situation a contraint des milliers de camerounais à perdre définitivement ou momentanément leur emploi avec la crainte d'une crise sociale majeure. D'une manière générale, la quasi-totalité des secteurs socio-économiques matériels dans lesquels, les hommes sont supposés être l'interface a été impactée négativement.

Avec le déconfinement progressif du monde en général, et de l'assouplissement des mesures restrictives au Cameroun en



**Les liens d'affaires avec le monde n'ont connu qu'une faible hausse avec des importations et des exportations pour des recettes douanières et d'entrées de devises en dessous des espérances.**



particulier, on se serait attendu à une petite bouffée d'oxygène ; un espoir vite refroidi par de nouvelles vagues de contamination qui ont pris des proportions inquiétantes forçant à nouveau certains pays notamment occidentaux à se reconfiner avec des externalités négatives sur l'économie mondiale et donc sur le Cameroun. Ainsi, les liens d'affaires avec le monde n'ont connu qu'une faible hausse avec des importations et des exportations pour des recettes douanières et d'entrées de devises en dessous des espérances. Cette situation est de nature à fragiliser un peu plus une économie qui n'attend que les premiers signaux d'un verdissement pour faire face à de nombreux défis sécuritaires et de développement.

Par ailleurs, quand bien même la crise connaissait une inversion de la tendance, la relance de l'économie est restée timide. Même si les flux commerciaux et de personnes connaissent une relative embellie, il faudrait attendre la hausse considérable des cours des matières premières pour limiter la casse des prévisions économiques qui sont déjà mises à mal ; dans la mesure où le pays a tablé sur un baril de pétrole à 54,4 dollars ramené par le Covid-19 sous les 30 dollars. Les années 2020 et 2021 furent sans ambages des périodes de vaches maigres et cette situation pourrait perdurer au regard des statistiques sur le Covid-19 qui ne s'améliorent que très peu ici avec un bilan qui ne cesse de s'alourdir. ■





# Pourquoi un confinement général n'a pas eu lieu au Cameroun ?

**Le Covid-19 a montré l'autre visage de l'interdépendance complexe : en quelques instants seulement, un phénomène localisé pouvait paralyser toute la planète. Dans ce contexte, même la solidarité internationale, à travers l'aide étrangère, a suscité bien d'interrogations.**

La crise sanitaire Covid-19 qui secoue le monde a connu au Cameroun une évolution séquencée. Le pays a d'abord fait preuve d'une relative résilience entre les mois de mars et d'avril 2020 où la pandémie a évolué dans des proportions peu inquiétantes donnant l'illusion d'une situation maîtrisée. La tendance a par la suite rapidement changé conséquemment à une gestion de la crise surprenante et controversée. L'assouplissement des mesures de distanciation dans les transports en commun, la réouverture des débits de boissons et le retour à l'école alors que le pic de la crise n'était pas atteint a laissé certains observateurs dans l'étonnement. Le nombre de cas et des décès a très vite connu une évolution rapide. Cette évolution aurait dû entraîner un réajustement de la politique nationale

**Le résultat d'un ensemble d'arbitrages stratégiques qui avaient pour but de limiter la saignée d'un pays déjà exsangue économiquement.**

de gestion de la pandémie en faveur d'un retour aux mesures rigoureuses de distanciation et de restriction de la mobilité.

Ce qui peut paraître incompréhensible pour d'aucuns, doit en réalité être appréhendé comme

le résultat d'un ensemble d'arbitrages stratégiques qui avaient pour but de limiter la saignée d'un pays déjà exsangue économiquement. Le contraste à priori, entre l'évolution de la crise sanitaire et la politique implémentée devait donc être analysé structurellement pour tenter de cerner les motivations des décisions prises.

## ■ LES RAISONS DE LA POLITIQUE PRATIQUÉE

Quand bien même l'idée d'un confinement général a quelques fois germé dans les esprits, la stratégie gouvernementale



est restée constante, à savoir une communication et une sensibilisation sur les gestes barrières, des tests et une prise en charge à la hauteur des capacités nationales et quelques dons octroyés aux collectivités territoriales décentralisées. Cette posture est en partie dictée par les prouesses d'une économie en demie teinte fragilisée par les chocs exogènes récessifs. Ainsi, préserver une relative robustesse à un moment où les pays étaient contraints de vivre de manière autarcique jusqu'à une réouverture des frontières qui ne dépendait que d'un fléchissement de la crise, devait reposer pour le cas du Cameroun sur ce que bien d'observateurs ont qualifié de « politique ambiguë ». C'est dire qu'il fallait faire un choix entre une économie à l'arrêt avec le risque d'une crise sociale dangereuse ou alors, jouer les équilibristes en comptant sur une forme d'immunité collective due aux spécificités locales. Autrement dit, il était nécessaire de saisir que dans une situation de non maîtrise de toutes ses

potentialités économiques et dans une incertitude prégnante, la résilience devait essentiellement reposer sur la demande interne. En effet, avec la chute du baril de pétrole depuis le premier trimestre passant sous les 25 dollars par moment et la chute des recettes d'importations, préserver le marché local devenait l'urgence pour capitaliser les ressources internes.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, il était difficile non seulement de se priver de l'impôt sur la consommation et de laisser plus généralement le secteur secondaire rentrer dans une déliquescence accentuée. C'est pourquoi au départ, les horaires de certaines activités avaient été réduits, mais un arrêt total n'était pas envisageable. Ces mesures n'étaient non pas sans conséquences sur l'économie dans la mesure où, le secteur secondaire qui représente 56% de recettes fiscales commençait à montrer des signes de fragilité quand l'industrie des boissons ►



qui génère près de 20% des recettes du secteur secondaire avait été contrainte de fonctionner au ralenti fournissant de ce fait à l'Etat, des recettes moindres. Or, dans un contexte où la résilience repose sur les ressources internes, la décision d'un assouplissement des mesures restrictives devenait le moyen de mobiliser pleinement ces revenus.

### ■ L'ANTICIPATION D'UNE CRISE SOCIALE

L'un des paramètres qui a semblé guider permanemment la gestion de la crise c'était l'évitement d'une crise sociale qui aurait découlé d'une paupérisation plus accrue des couches sociales déjà fragiles, réfugiées dans le secteur informel à hauteur de 90%. Une partie significative de la population qui très souvent vit l'instant et qui est de ce fait, contraintes à sortir très tôt chaque matin pour trouver de quoi nourrir leur famille. Le court terme ici étant le seul horizon sur lequel la survie se construit. Avec un confinement général, la satisfaction des besoins physiologiques de base serait devenue hypothétique ; et sans suspension de certaines obligations (frais de loyer, factures diverses) et avec une défaillance des services sociaux essentiels (eau, assainissement, énergie...), il aurait été très difficile de rendre applicable une telle mesure et de faire passer aux populations, la pilule d'un confinement général. C'est la raison pour laquelle, la mobilité des biens et des personnes est restée relativement fluide avant les mesures d'assouplissements. Ce qui semble donc se jouer, c'est la survie économique du pays et le maintien d'une certaine stabilité sociale dans un pays qui est encore englué dans une crise sécuritaire dans la partie septentrionale, une crise sociale et sécuritaire dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest et dans une situation humanitaire toujours préoccupante dans la région de l'Est. Or, un confinement général aurait conduit à la rupture de ces équilibres instables. ■

## ECONOMIE

### Activités économiques au Cameroun

# Les bonnes affaires du Covid-19





**Le confinement partiel a eu pour particularité d'imposer les fermetures des échoppes commerciales à 18h. Les grandes surfaces d'alimentation en ont profité.**

**Au-delà de l'impact sanitaire, la pandémie du coronavirus a particulièrement mis à genoux l'économie mondiale. Au Cameroun, l'économie pourrait se retrouver au final la principale victime de cette maladie. Pour autant, certains secteurs tirent leur épingle du jeu. Par ailleurs, la crise a favorisé l'émergence des activités économiques jusque-là marginales.**

**L**a pandémie du coronavirus a imposé un quasi arrêt des activités économiques à cause des mesures de confinement. Dans un pays comme le Cameroun, malgré un confinement faible et de quelques restrictions imposées, l'activité économique suffoque. L'une des conséquences est la modification au mois de juin de la loi des finances 2020, qui est passée de 4 951,7 milliards de FCFA à 4 409 milliards, soit une baisse de recettes de 542,7 milliards de FCFA.

### **LES SECTEURS HEUREUX**

Le mini-confinement et les diverses restrictions ont fragilisé plusieurs secteurs de l'économie. Dans le contexte camerounais encore dominé par l'économie informelle, l'économie de la nuit a été particulièrement touchée. Il en est de même de la restauration et de l'hôtellerie ou encore du transport. Mais dans cet univers triste, d'autres secteurs d'activités ont continué leur vie normale. Le confinement partiel a eu pour particularité d'imposer les fermetures des échoppes commerciales à 18h. Les grandes surfaces d'alimentation en ont profité, notamment celles ayant un secteur pâtisserie et boulangerie. À l'heure de la fermeture, c'étaient les seules lieux où les noctambules convergeaient pour faire les achats. Cette concentration a fait exploser la demande en produits agro-alimentaires. La vente ►►



des gels hydro-alcooliques a aussi connu un grand boom. Par le passé très accessible aux petites bourses, les prix ont flambé suite à la forte demande. La vente des seaux et des fûts se retrouve assaillie par un autre type de demande. Généralement réservés au stockage des eaux à cause de l'indisponibilité de cette ressource, les récipients trouvent désormais une autre utilité. Ils servent dorénavant au lavage des mains à l'eau coulante grâce à des robinets implantés de manière artisanale au grand bonheur des vendeurs qui ont doublé les prix. Le marché des plantes médicinales est aussi en pleine forme. À la quête du renforcement du système immunitaire, les populations se rouent vers toutes les plantes reconnues comme disposant de ces vertus. La savonnerie se porte aussi bien, avec une augmentation de la consommation due à l'application des mesures barrières.

### LE MADE IN CAMEROON EN FORCE

Le Covi-19 en dehors d'avoir renforcé certains secteurs, a révélé d'autres potentialités économiques. La maladie a créé des besoins à l'instar du port du masque. Jusque-là presque exclusivement à usage médical, le masque de protection s'est généralisé. Il est désormais l'affaire de tous. Mais l'industrie locale de la production n'existe pratiquement pas. Par ailleurs, le port du masque se faisant généralisé, les règles de confection ont été assouplies. Les normes ne sont plus forcément celles des masques chirurgicaux. Cet assouplissement a ouvert la voie à l'industrie artisanale. Les tailleurs et les couturiers se sont engouffrés pour combler la forte demande, en modifiant leur travail quotidien, pour privilégier la confection des masques plus rentables. Sur ce coup, ils ne sont pas seuls. Des entrepreneurs étrangers à l'industrie du textile flairant la bonne affaire n'ont pas hésité à se convertir. La fabrication des gels hydro-alcooliques, des savons à base de plantes médicinales ont aussi pris une envolée. Presque tous les entrepreneurs jouissant de savoirs dans la manipulation des produits chimiques s'y sont lancés.

### OPPORTUNITÉS D'INNOVATIONS

La maladie du Covid-19 marque également le temps de l'innovation. Le génie inventif

est à l'œuvre en ce moment au Cameroun. Il a d'ores et déjà donné naissance à la conception et à la fabrication des portiques de désinfection. L'entreprise Agence Universitaire de l'Innovation (AUI Techno), en est la pionnière. Déjà connue pour sa couveuse innovante, lauréate de plusieurs prix à l'interne et à l'international, l'AUI avec



son portique de désinfection ultra rapide ambitionne de lutter contre le coronavirus dans les lieux publics. Quelques spécimens sont déjà en service. Il propose aussi un respirateur artificiel. L'un des problèmes du coronavirus c'est aussi l'extrême exigence du plateau technique dans la prise en charge, notamment des cas graves. Un tel plateau technique dans notre contexte relève encore du luxe. L'entreprise s'attaque donc là à une réelle carence du système sanitaire camerounais, surtout dans un contexte mondial où de telles composantes se font rares à cause de la demande élevée. D'autres innovations sont recensées, le lave-main de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Douala, les inventions thérapeutiques, de la médecine locale, Ngul Be Tara, « Elixir Covid » et « Adsak Covid ». ■



**En dehors d'avoir renforcé certains secteurs, la Covi-19 a révélé d'autres potentialités économiques. Il a également mis à l'œuvre le génie inventif des camerounais.**





ECONOMIE

Covid-19

# Le vrai visage de l'aide étrangère

**Le Covid-19 a montré l'autre visage de l'interdépendance complexe : en quelques instants seulement, un phénomène localisé pouvait paralyser toute la planète. Dans ce contexte, même la solidarité internationale, à travers l'aide étrangère, a suscité bien d'interrogations.**

**« L'entrée en force » de l'aide internationale en Afrique pendant la crise sanitaire a donné du continent l'image d'une arène où les compétiteurs ont voulu démontrer chacun qu'il était le meilleur et le plus fidèle partenaire.**

**D**ans les relations internationales, qui aide-t-on, et pourquoi ? Même si elle en a tout l'air, cette question ne doit pas être prise dans son sens académique. Elle interpelle toutes les consciences. Le prétexte de cette question ici, constamment revenue dans des terminologies très compliquées, est la gestion internationale de la crise sanitaire due au Covid-19. À ses débuts, la voix représentant toutes les nations de la terre s'élevait pour prédire un nouveau cataclysme à l'Afrique. Selon la formule bien connue, il s'agissait alors de « faire quelque chose ».

Longtemps en arrière, en 1969, cette même instance, l'ONU, invitait les nations riches à consacrer 0,7% de leur PIB à la politique d'aide au développement en destination des pays pauvres. Plus de cinquante ans après, maints de ces pays sont encore « en voie de

développement » ou tout au plus, « émergents ». Mais les aides elles, continuent de se déployer. Avec le Covid-19, il s'agit bien de tout autre chose. Lorsque la pandémie s'est déclarée vers la fin de l'année 2019, aucune solidarité internationale n'a été observée, pas plus en Chine son tout premier

épicentre, qu'en Europe où elle s'est rapidement propagée. La fonction d'une aide internationale à ce moment-là, ou tout au moins, d'une synergie d'actions aurait permis de circonscrire le périmètre de la pandémie par la mise en place d'une expertise médicale et des moyens logistiques adéquats dont seuls les pays riches sont supposés maîtriser les secrets. Au lieu de cela, le virus s'est répandu sous leurs regards impuissants. À l'inverse, les inquiétudes se sont penchées vers l'Afrique, déjà politiquement préparée à la catastrophe.



Confinés, sans solutions efficaces, et comptant chaque jour de manière géométrique leurs morts, ces pays ont quand même trouvé les forces pour prétendre « aider » l'Afrique à sortir de l'impasse. Déterminés à faire passer « l'aide », même les thérapies africaines comme celle proposées par Madagascar ont dans un premier temps, été officiellement dénigrées par l'OMS. À la place, des kits sanitaires (gels hydro-alcooliques, respirateurs, masques etc.).

« L'entrée en force » de l'aide internationale en Afrique pendant la crise sanitaire a donné

du continent l'image d'un glacie, d'une arène où les compétiteurs ont voulu démontrer chacun, par le poids de son « paquet », qu'il était seul digne de confiance ; la confiance d'être le meilleur et le fidèle partenaire. Et pourquoi ce jeu de séduction ?

Les enjeux autour de l'aide internationale telle qu'elle s'est présentée dans la lutte contre la pandémie peuvent s'apprécier à deux niveaux : d'un côté, on pourrait déduire d'une concurrence, voire d'un conflit entre médecine moderne et médecine alternative. De ce point de vue, il s'agit des enjeux d'ordre économique. ►►



Le développement de la médecine traditionnelle, on l'imagine bien, constitue une déconstruction du monopole de l'industrie pharmaceutique occidentale avec laquelle elle partage la matière première disponible en Afrique. C'est donc un combat de bonne guerre. Et dans cette guerre, ces industries seraient bien évidemment soutenues par leurs pays d'origine. D'autre part, l'autre enjeu est la désarticulation des possibilités qu'a montrées l'Afrique de se prendre en charge elle-même.

Le cas du Cameroun est assez illustratif de cette réalité. En effet, entre les mesures indiquées par les pouvoirs publics, bien

des Camerounais n'ont pas manqué, non sans quelque invective, d'introduire leurs connaissances traditionnelles dans le processus de prévention et de guérison de la maladie. Les concertations engagées plus tard entre professionnels de la santé publique et tradipraticiens montrent que l'Afrique peut se passer à plusieurs égards de l'aide internationale. Aussi, pour bien voir l'autre visage de l'aide internationale dans ses différents contextes, il conviendrait de l'inscrire dans le registre des enjeux liés auxdits contextes. In fine, si elle peut être justifiée pour certains, on ne pourrait pas généraliser cette aide comme étant une manifestation de générosité au sens éthique et moral du terme. ■

**L'autre enjeu est la désarticulation des possibilités qu'a montrées l'Afrique de se prendre en charge elle-même.**



Qui sommes-nous,

Brisse4africa est une entreprise d'information digitale spécialisée dans l'information économique. Nous relayons l'actualité économique du Cameroun et du continent africain.

Nos centres d'intérêt sont : l'agriculture, le secteur extractif, l'industrie, le commerce, les transports, la fiscalité, la finance, la monnaie, la coopération économique, l'intégration économique et autres dynamiques de développement.

Misant sur le digital, l'information traitée est diffusée à travers notre site internet, la page Facebook, le compte Twitter, le compte Instagram (@brisse4africa) et WhatsApp (+237694545739) .

Notre cible, ce sont les acteurs économiques.

Nous accompagnons les opérateurs économiques publics et privés en relayant les informations utiles à leur positionnement.



# Comment le Gouvernement camerounais gère la crise ?

**Face à la pandémie du COVID-19, urgence de santé publique de portée mondiale, le Cameroun se distingue particulièrement dans la gestion de cette crise.**

**A**vec près de 103 000 cas testés positifs à la Covid-19 en novembre 2021, pour près de 1700 décès le Cameroun occupe la 8e place des pays les plus touchés par cette pandémie en Afrique, derrière l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, et le Burundi l'Égypte, le Nigeria. Deux ans après le déclenchement de la COVID-19, cet État de 25 millions d'habitants, enregistre un taux de létalité du nombre

de personnes infectées d'environ 1,5 % alors que la moyenne planétaire est de 3 %. De plus, la progression du virus ne décrit pas une courbe exponentielle dans ce pays. Ses chiffres contrastent avec ceux observés dans le monde notamment aux États-Unis, en France ou en Chine pour ne citer que ceux-là.

Cette réalité suscite de nombreuses interrogations quant aux mécanismes de prévention et de riposte du gouvernement camerounais. ►

| PAYS        | TESTÉS POSITIFS | DÉCÈS     |
|-------------|-----------------|-----------|
| États-Unis  | +4- 000 000     | + 760 000 |
| Inde        | +34 300 000     | + 458 000 |
| Brésil      | +21 800 000     | + 608 000 |
| Royaume-Uni | + 9 060 000     | + 141 000 |
| Russie      | + 8 380 000     | + 234 000 |
| France      | + 7 260 000     | + 119 000 |









## LES PREMIÈRES MESURES ANTICOID-19

Si pour certains les mesures prises par le Cameroun sont arrivées tardivement, il faut dire qu'il a été plus prompt que la Chine qui a attendu près de deux mois avant de mettre en place un dispositif confinement dans la province du Hubei et dans les villes de Pékin et Shanghai. Mieux encore, le Cameroun s'inscrit dans la poignée de pays qui offrent gratuitement à ses citoyens le traitement contre ce virus.

Une bonne appréhension de la riposte dans ce pays permet de se faire une idée sur le niveau d'implication et d'engagement de l'exécutif camerounais. Le premier cas de COVID-19 a été décelé au Cameroun le 6 mars 2020. Deux semaines après, le Chef de l'État camerounais instruisait :

- La fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, à l'exception des vols cargo et des navires transportant les produits de consommation courante ainsi que les biens et matériels essentiels, dont les temps d'escale seront limités et encadrés ;
- La suspension de la délivrance des visas d'entrée au Cameroun aux différents aéroports ;
- La fermeture des établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement, de la maternelle au supérieur, y compris les centres de formation professionnelle et les grandes écoles seront fermés ;
- L'interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes sur toute l'étendue du territoire national ;
- Le report des compétitions scolaires et



**Une bonne appréhension de la riposte dans ce pays permet de se faire une idée sur le niveau d'implication et d'engagement de l'exécutif camerounais.**



universitaires ;

- La fermeture des débits de boissons, les restaurants et les lieux de loisirs à partir de 18 heures ;
- La restriction des déplacements urbains, sauf en cas d'extrême nécessité ;
- L'interdiction des surcharges dans les transports publics ;
- L'usage par les administrations publiques des moyens de communications électroniques et les outils numériques pour les réunions susceptibles de regrouper plus de dix (10) personnes ;
- La suspension des missions à l'étranger des membres du Gouvernement et des agents du secteur public et parapublic ;

### ■ L'INTENSIFICATION DE LA RIPOSTE

À partir du 9 avril 2020, le gouvernement

va intensifier la riposte à partir à travers 7 autres mesures qui introduit :

- La généralisation du port du masque, dans tous les espaces ouverts au public.
- La production locale des médicaments, des tests de dépistage, des masques de protection et des gels hydroalcooliques
- La création des centres spécialisés de traitement des patients de la COVID-19 dans tous les chefs-lieux de Région
- L'intensification de la campagne de dépistage,
- La densification de la campagne de sensibilisation en zones urbaines et rurales,
- La poursuite des activités essentielles à l'économie, sous réserve du respect des gestes barrières recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- La sanction systématique de tout contrevenant aux mesures de confinement
  - Le Ministère de la Santé publique renforce la surveillance active, le dépistage au niveau des points d'entrée, les tests de laboratoire et une prise en charge des cas dans des centres d'isolement et de traitement désignés.

### ■ LA DIMENSION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RIPOSTE

Le 15 avril 2020, le Président de la République décrètera la commutation et la remise des peines de certains prisonniers dans le but de désengorger les prisons et de réduire la promiscuité et les risques de propagation de la COVID-19 dans les établissements pénitentiaires.

Le 23 avril 2020, le directeur général de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) annonce la suspension pour trois mois (avril, mai, juin 2020) des contrôles sur place, le recours aux contrôles documentaires, l'annulation des pénalités de retard sur demande justifiée, l'étalement sur trois mois du paiement de la dette des cotisations sociales pour les mois d'avril, mai et juin 2020 sur demande justifiée, l'opérationnalisation des services en ligne de la CNPS.

Le 30 avril 2020, le Premier Ministre a annoncé la décision du Président de la République, d'appliquer des mesures d'assouplissement, afin de soulager les secteurs durement impactés par cette crise sanitaire. Il s'agit de :

- L'ouverture au-delà de 18 heures, des débits de boissons, des restaurants et ►►





des lieux de loisirs, avec obligation pour la clientèle de respecter les mesures barrières, notamment le port du masque de protection et la distanciation sociale ;

- La suspension au titre du 2<sup>e</sup> trimestre 2020 des vérifications générales de comptabilité, sauf en cas de comportement fiscal suspect ;
- Le report du délai de dépôt des Déclarations Statistiques et Fiscales sans pénalités en cas d'acquittement du solde correspondant ;
- L'octroi de moratoires et de différés de paiement aux entreprises directement affectées par la crise, suspendant les mesures de recouvrement forcé à l'encontre de celles-ci ;
- Le soutien à la trésorerie des entreprises à travers l'allocation d'une enveloppe spéciale de 25 milliards de FCFA, pour l'apurement des stocks de crédits de TVA en attente de remboursement ;
- Le report au 30 septembre 2020 du délai de paiement de la taxe foncière pour l'exercice 2020 ;
- La déductibilité totale pour la détermination de l'impôt sur les sociétés des dons et libéralités consentis par les entreprises pour la lutte contre la pandémie de la COVID-19 ;
- L'exonération de la Taxe de séjour dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pour le reste de l'exercice 2020, à compter du mois de mars ;

■ L'exonération de l'impôt libératoire et de la taxe de stationnement pour les taxis et motos-taxis, ainsi que de la taxe à l'essieu au titre du 2<sup>e</sup> trimestre.

- L'exonération au titre du 2<sup>e</sup> trimestre, de l'impôt libératoire et des taxes communales (droit de place sur les marchés, etc.) au profit des petits revendeurs de vivres (bayamsellam) ;
- La suspension temporaire pour une durée de 3 mois, du paiement des frais de stationnement et de surestaries dans les ports de Douala et de Kribi pour les produits de première nécessité ;
- Le maintien, durant trois mois à savoir, de mai à juillet 2020, du paiement des allocations familiales aux personnels des entreprises ne pouvant s'acquitter des cotisations sociales ou ayant mis leurs personnels en congé technique en raison de la baisse conjoncturelle d'activité, notamment dans la restauration, l'hôtellerie, les transports ;
- L'augmentation du niveau des allocations familiales de 2 800 FCFA à 4 500 FCFA ;
- L'augmentation de 20 % du niveau des anciennes pensions n'ayant pas bénéficié de la revalorisation automatique survenue du fait de la réforme de 2016.

Ces nombreuses mesures sont également accompagnées par la mise sur pied d'un Fonds de solidarité, des élans de générosité se matérialisant par des dons en nature et en



espèces des entreprises, des associations, des Organisations Internationales et des pays amis.

## LA VACCINATION EN TERRE CAMEROUNAISE

Depuis quelques temps, le gouvernement camerounais mène une campagne de vaccination contre le COVID-19. Cependant, il est très difficile pour les pouvoirs publics de faire progresser la vaccination à un rythme soutenu tant le climat de défiance et à la désinformation sont présents. A ce jour le pays compte près de 420 000 de prises de première dose et près de 162 000 doses complètes ce qui correspond respectivement à 1,6% et à 0,6% du total de la population.

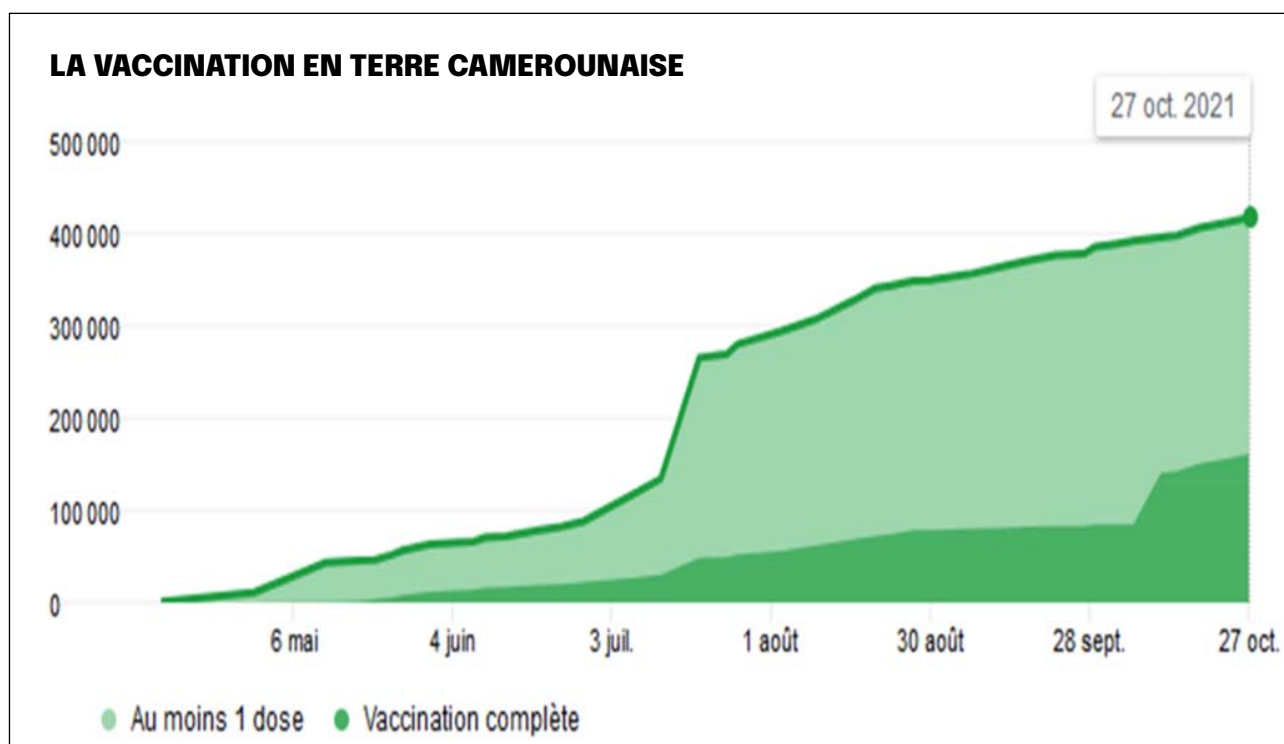
## UNE GESTION FINANCIÈRE PROBLÉMATIQUE,

Bien que les chiffres actuels relèvent un faible taux de létalité inférieure à la moyenne mondiale, de nombreux observateurs estiment qu'une meilleure gestion financière aurait permis d'éviter de nombreux décès. En effet, suivant

la synthèse du rapport d'audit de la Chambre des comptes de la Cour suprême sur la gestion du Fonds de solidarité nationale de 180 milliards de FCFA (presque 325 millions de dollars) pour la lutte contre le Coronavirus a été publiée au mois de juin 2021 des soupçons de détournement des fonds de lutte contre la COVID-19 pèsent sur plusieurs administrations.

Les enquêtes qui circonscrivent les investigations à l'exercice 2020 se sont appesanties sur les activités menées par le ministère de la Santé publique, celui de la Recherche scientifique et de l'Innovation et le ministère des Finances. Une lecture rapide de ce document révèle, entre autres, des surfacturations de plus de 15 milliards de FCFA, de doubles paiements de marchés générant un préjudice de 708,4 millions de FCFA. À date, 12 dossiers pouvant donner lieu à une action pénale ont été transmis au ministère de la Justice. Malgré les protestations de la société civile, le Cameroun et le FMI ont conclu un nouvel accord de prêts pour lutter contre cette pandémie. ■

**Une bonne appréhension des différentes mesures prises dans ce pays permet de se faire une idée sur le niveau d'implication et d'engagement de l'exécutif camerounais face à la pandémie du Covid-19.**





POLITIQUE

Covid-19

# Ce qui peut changer dans les rapports État-population

**Dans beaucoup de pays africains notamment, l'État reste encore marqué par la perception nietzschéenne comme un monstre froid qui ment froidement. Les débats scientifiques et médiatiques sur l'état de la démocratie attestent à suffisance de cet état de conscience. Le Covid-19 lui, pourrait modifier les rapports...**

**É**voquer la possibilité des changements dans les rapports entre l'État et sa population dans un contexte de crise sanitaire suggère au moins deux choses. D'une part, cela suppose l'antécédent d'une déresponsabilisation **r é c i p r o q u e m e n t** préjudiciable à chacune des deux entités ; et d'autre part, des opportunités de normalisation.

**Un certain nombre de changements dans les comportements publics sont des indicateurs de ce qui pourrait traduire une évolution significative dans les rapports entre l'État et ses populations.**

hôpitaux, alimentation en eau et électricité etc.), et autres appareils idéologiques et répressifs (médias, tribunaux, gendarmerie, police), si n'est que pour des circonstances assez douloureuses. Considérés par les uns comme des terrains fertiles à la pauvreté et à la violence, et par d'autres comme des freins à l'allégeance citoyenne, ces « espaces sociaux vides », très courants

Comme il est de notoriété publique, l'État a des responsabilités régaliennes, mais que nombre d'entre-eux n'ont très souvent réclamées que lorsque leur souveraineté s'est trouvée menacée d'une manière physique. Pourtant, beaucoup de populations au quotidien, n'ont qu'une image très vague de la puissance publique : accès limité aux infrastructures sociales de base (écoles,

en Afrique, sont surtout marqués par des formes très variées de contestation de l'ordre politique.

C'est dans ce contexte que l'incivisme s'est dans une certaine mesure institutionnalisé, amplifié comme dans le cas du Cameroun par ce que les autorités désignent pudiquement de « tolérance administrative ». Ainsi, des dérives de toutes sortes sont tolérables et tolérées : en violation des



textes en vigueur, des lieux de fortement concentration humaine (bars, restaurants, clubs etc.) pouvaient en effet fonctionner suivant leurs propres règles ; cette sorte d'anomie était également perceptible dans les secteurs des transports urbain et interurbain, et surtout la santé, au mépris de ses exigences au sein des établissements hospitaliers ou d'enseignement scolaire ou même dans les familles.

Avec les affres immédiates du Covid-19, aucun État dans le monde n'avoué se départir de ses obligations, par responsabilité ou par mimétisme. Des conseils pratiques aux injonctions réglementaires, en passant par des actions concrètes, l'État s'est rapproché de ses populations, où qu'elles fussent. À l'actif de ce redéploiement territorial au Cameroun ou ailleurs, des kits sanitaires, des prises en charge systématiques et gratuites, des descentes sur le terrain de la sensibilisation, mise en œuvre d'une solidarisation nationale,

mesures de soutien aux opérateurs économiques etc. Parallèlement, par-delà les « mesures barrières », un certain nombre de changements dans les comportements publics sont des indicateurs de ce qui pourrait traduire une évolution significative dans les rapports entre l'État et ses populations. Mais ces constats peuvent avoir des significations plus profondes. Si la souveraineté de l'État est un droit juridique et en même temps une capacité politique, l'allégeance citoyenne de laquelle elle doit en permanence se nourrir au plan interne elle, se construit. Cette construction passe par une allocation de ressources à la fois matérielles et symboliques. La gestion du Covid-19 l'a démontré. À l'issue de cette expérience, l'enjeu global pour l'État implique surtout des efforts dans la planification, la conduite et l'évaluation des politiques publiques dans les secteurs à forte dimension sociale. C'est notamment à ce niveau de la sécurité humaine que ces rapports trouvent leur pleine normalisation. ■



POLITIQUE

Covid-19

# L'épreuve de la solidarité nationale

L'action publique autour de la lutte contre la Covid-19 au Cameroun a laissé observer une véritable solidarité. Timide au départ, celle-ci s'est rapidement accélérée, laissant penser que l'action des uns s'est présentée comme une invite pour les autres à ne pas rester les bras croisés.



## **L'ÉTENDUE DE LA GÉNÉROSITÉ NATIONALE**

La mobilisation collective qui a pris corps avec l'avènement du coronavirus s'est polarisée dans les domaines financier, matériel, thérapeutique et dans les actions d'information, d'éducation et de communication.

Du début de la crise jusqu'au 28 septembre 2020, le Ministère de la Santé Publique a déclaré avoir reçu au titre de la manifestation de la solidarité nationale et internationale des contributions financières de divers donateurs nationaux et internationaux d'un montant total de 2.268.536.147 francs CFA. Les contributions matérielles sont quant à elles constituées de masques chirurgicaux, gants de soins, comprimés,

**Le Ministère de la Santé Publique a déclaré avoir reçu au titre de la manifestation de la solidarité nationale et internationale des contributions financières de divers donateurs nationaux et internationaux.**



combinaisons de protection, paires de lunettes de protection, thermo-flashes, thermomètres, paires de couvre-chaussures, kits de dépistage, gels hydro-alcooliques et autres produits désinfectants, pulvérisateurs et atomiseurs, suppléments nutritionnels, visières, respirateurs, repas et autres denrées alimentaires, tentes médicalisées, etc. C'est également dans ce registre de la participation nationale que s'inscrivent les solutions innovantes des ingénieurs camerounais qui, au plus fort de cette crise sanitaire ont entrepris de concevoir et de proposer au peuple camerounais des équipements sanitaires et d'autres technologies locales tels que

des portiques de désinfection, des dispositifs de lavage des mains, des respirateurs, etc.

Cet effort de participation à la riposte contre la Covid-19 a également été manifeste dans les universités et grandes écoles qui, elles aussi, ont entrepris de fabriquer des gels hydro-alcooliques, des visières et autres. Sur le champ thérapeutique, dès l'apparition des premiers cas confirmés de cette maladie en terre camerounaise, l'on a pu observer un foisonnement d'offres de soins aussi bien préventifs que curatifs issues de notre pharmacopée traditionnelle et censées d'une part booster le

système immunitaire des concitoyens et d'autre part leur permettre de recouvrer la santé en cas de contamination. Au rang de ces solutions thérapeutiques locales, difficile de ne pas faire mention de celle de Mgr KLEDA qui, contrairement à bon nombre de ces thérapies vertes, bénéficie d'une certaine notoriété. Cette notoriété tient au fait que le traitement proposé par ce prélat est présenté comme efficace parce qu'ayant déjà guéri plus de 3000 patients atteints de la Covid-19 selon les estimations du prélat lui-même. En plus, les médicaments qu'il compose sont gratuitement offerts aux malades qui sont testés positifs. ►►



La dynamique de solidarité nationale autour de la riposte contre la Covid-19 englobe enfin les actions d'information, d'éducation et de communication, chaque Camerounais étant en quelque sorte le porte-parole de l'OMS et des pouvoirs publics en se faisant le devoir de rappeler à ses concitoyens négligents ou sceptiques le bien-fondé d'un respect scrupuleux des mesures barrières. Les organes de presse pour leur part, diffusent gracieusement les messages de sensibilisation à la prévention.

**LA COMMUNAUTÉ DE DESTIN**

Cette solidarité nationale agissante autorise un certain nombre de conclusions. D'abord, elle permet de nuancer la thèse de la démobilisation collective de plus en plus collée à la société camerounaise. En effet, dans un contexte où le vivre-ensemble camerounais est parfois mis en cause, cette pandémie nous enseigne que si les Camerounais ont des désaccords sur certaines questions, ceux-ci savent, dans des contextes comme celui que traverse le pays, faire cause commune en appuyant comme cela se donne à observer les efforts

des pouvoirs publics, indépendamment de leurs ethnie, tribu, culture etc.

Les conséquences de cette crise sanitaire mondiale sur les pays qui l'ont traversée avant le nôtre ont sans doute fait comprendre aux Camerounais que la situation est suffisamment grave et qu'il revient à chacun de prendre conscience de la responsabilité qui est la sienne dans le cadre de la lutte contre cette maladie. Ensuite, elle a donné l'occasion aux entreprises installées au Cameroun d'appuyer les efforts du gouvernement camerounais et de se montrer socialement responsables quant au bien-être des populations qui quotidiennement contribuent à leur permettre de faire leur chiffre d'affaires, ceci quand on sait que plus longtemps durera cette crise moins bien se porteront ces entreprises. ■

**L'occasion aux entreprises d'appuyer les efforts du gouvernement et de se montrer socialement responsables quant au bien-être des populations.**





### Son défi actuel

Relancer l'agriculture du Cameroun avec l'aquaponie.

## TALENT QUI OSE

Flavien KOUATCHA  
fondateur de « Save Our Agriculture »



LABORATOIRE  
Fonds de dotation  
**PIERRE CASTEL**  
Ayer avec l'Afrique

### L'AQUAPONIE L'AGRICULTURE DU FUTUR

Siège social : 1214, Rue de Deldo-Bonango  
BP : 5176, Douala  
Tel. : +237 672 43 43 72  
Mail : [hello@saveouragriculture.com](mailto:hello@saveouragriculture.com)  
Web : <http://www.saveouragriculture.com/>

#### NOS SERVICES:

NOS SERVICES:

- VENTE PRODUITS FRAIS
- KITS & UNITE AQUAPONIQUES
- ELEVAGE POULET
- CONSULTING



Arctic  
Ocean

**SOCIÉTÉ**

**COVID-19**

# L'Afrique résiliente



**Avec ses 1 740 418 cas confirmés sur plus de 44 000 000 au total, et 41 817 morts sur les 1 100 000 recensés à travers le monde au 28 octobre 2020, l'Afrique continue de déjouer tous les pronostics catastrophiques face à la pandémie du Coronavirus.**



**L**es ravages du COVID-19 dès le mois de janvier 2020 à Wuhan en Chine et ensuite dans plusieurs autres pays dits développés notamment en Occident, ont fait monter des fortes inquiétudes. Celles-ci concernaient non pas les pays terriblement touchés par la maladie, mais l'Afrique, appelée par l'OMS et les « experts » de tous les horizons à se préparer au pire. Car, on la voyait mal réussir là où les plus « puissants » avaient trébuché. Huit mois après le premier cas recensé, la prophétie tarde encore à s'accomplir.

#### ■ L'AFRIQUE DE LA MALADIE

Le ton péremptoire des « experts » sur les ravages inévitables et imminents du coronavirus en Afrique peut intriguer. Cependant, tout laisse croire que ces derniers fondaient leur prévision sur une certaine perception qui fait du continent le refuge de la maladie, comparativement à d'autres régions du monde où elle semble relever du passé. On se targue en effet ici, d'avoir définitivement dompté la peste, la rage, la tuberculose, le choléra, ou la méningite qui ont longtemps été des épidémies séculaires, à l'opposé d'une Afrique toujours à leur mode. La mode épidermique lui prédisposait de ce fait, plus que tout autre, à une meilleure hospitalité de la pandémie du coronavirus. On peut légitimement parler aujourd'hui d'une erreur de jugement, ne retenant que du négatif suite aux problèmes de santé publique que l'Afrique affronte. En effet, si la maladie représente l'horreur, elle laisse aussi des leçons susceptibles de conversion en savoirs. Par ailleurs, ►►



le prisme de l'Afrique malade apparaît tout à fait réducteur. Le regard porté sur la maladie sur ce continent ressort clairement de l'ordre de l'hyperbole, avec la contribution malheureuse des médias facilement séduits par le sensationnel ou prisonniers des vieux clichés. La présence de la maladie, comme partout ailleurs, aussi importante soit elle, couvre les portions marginales de l'espace. Autrement dit, à côté des épidémies, il existe une grande Afrique saine, qui refuse de se soumettre à la maladie.

### ■ LE REFUS DE LA SOUMISSION PATHOLOGIQUE

Le monde entier découvre sûrement avec la maladie du Coronavirus, qu'une autre Afrique existe. Celle-ci vit sans la maladie ou mieux lui réserve une place marginale. C'est en comparant sa situation épidermique avec le reste du monde, qu'on peut se rendre compte que la lecture de la maladie en Afrique s'est toujours faite sur une base extrapolatoire. C'est celle-ci qui a justifié toutes les prophéties de malheur formulées par les experts. Nul doute, si les puissants n'avaient pas été touchés par la pandémie, l'Afrique aurait encore une fois de plus renforcé sa réputation du continent malade, maillot jaune des pandémies. On sait dorénavant que l'Afrique ne se laisse jamais faire, opposant à la maladie des réactions neutralisant ses capacités de nuisance. Pour une fois, il faut enfin comprendre que la maladie sur le continent ne doit jamais prêter à l'idée d'une malédiction.

### ■ RAISONS À L'OPTIMISME

La résilience du continent face à la maladie du Coronavirus est un signe d'espoir. Le continent montre contrairement à ce que l'on pense généralement que tous les voyants ne sont pas au rouge. Quoiqu'on dise, le continent vit et a toujours vécu. Certes avec des limites et des insuffisances. Mais il est en vie et demande à être considéré autrement. Pour tous les pessimistes, l'enfer, ce n'est pas ici. Il faudrait le chercher ailleurs. Car, l'Afrique représente même aujourd'hui la meilleure chance de prévention du coronavirus dans l'avenir. Les supputations vont çà et là, pour essayer d'expliquer cette étonnante résistante à la pandémie. Pour l'instant, rien de clairvoyant. Mais il faudra bien

objectivement expliquer et comprendre cette résilience un jour. De la compréhension de cette résilience, surgira à n'en point douter la clé de résolution thérapeutique du mystère COVID-19. De ce fait, l'Afrique doit prendre ses responsabilités en ne se faisant pas expliquer sa résilience, mais en l'expliquant plutôt aux autres. C'est en effet une incroyable occasion qui s'offre à elle, d'assumer le leadership, en prouvant que face à la détresse et à l'impasse, que l'humanité entière peut attendre d'elle la solution salvatrice. ■



**Le monde entier découvre sûrement avec la maladie du Coronavirus, qu'une autre Afrique existe. Celle-ci vit sans la maladie ou mieux lui réserve une place marginale.**





# La thérapie verte ou la montée en puissance de la médecine alternative

**La pandémie du Coronavirus frappe violemment le monde ; malheureusement sans aucune thérapie précise. Partout en Afrique, ce vide thérapeutique a propulsé au-devant de la scène la médecine traditionnelle qui n'a pourtant cessé de reculer depuis la présence coloniale pour laisser la place à la médecine dite moderne.**

**L'impasse thérapeutique créée par la maladie du Coronavirus a sorti la médecine alternative ou traditionnelle du mépris.**

**L**e coronavirus est entrain de démontrer aujourd'hui que tourner le dos à la médecine traditionnelle en Afrique ou en faire l'affaire des catégories sociales exclues par l'exorbitance du circuit thérapeutique institutionnalisé fut surement une erreur. La maladie est là, et poursuit ses ravages dans le monde, face à l'impuissance de la science médicale dite moderne.

## **FACE À L'IMPASSE, LA CRÉATIVITÉ**

L'impasse thérapeutique créée par la maladie du Coronavirus a sorti la médecine alternative ou traditionnelle du mépris. La nécessité de survie a conduit à un changement de regard dévalorisant. Son supposé arriérisme a vite été oublié. Sentant le contexte favorable, les détenteurs de ces savoirs souvent boudés par la technocratie administrative et les «prétendus évolués», ont mis davantage leur génie à l'épreuve pour suppléer l'absence de la médecine conventionnelle. Les propositions de traitement fusent de partout. Si elles n'ont

pas toutes le même écho ou ne suscitent un intérêt social réel, certaines d'entre elles, s'imposent néanmoins dans le traitement de la maladie à coronavirus. Les méfiances de l'OMS et des corporations des médecins qui appellent à un respect des procédures

de validité, n'arrivent pas à leur ôter le crédit. Le COVID organic à Madagascar, les solutions orales de Monseigneur Kleda « Elixir Covid » et « Adsak Covid », ou encore Ngul Be tara revendiquent des résultats, rompant ainsi d'avec le charlatanisme qui mine très souvent le secteur de la médecine traditionnelle. La dernière sortie presse tonitruante de Monseigneur Kleda sur le sujet, annonce de la fin de la pandémie par la décrue drastique des malades dans ses divers services médicaux. De nombreux témoignages positifs y compris des autorités de la république, renforcent la crédibilité de cette déclaration en passe d'inscrire l'archevêque de Douala dans les livres d'innovation. Une belle revanche de l'Afrique et de sa médecine traditionnelle, »







face à l'arrogance de la médecine dite moderne.

### ■ LA REVANCHE DES « RECETTES DE GRAND-MÈRE »

Les recettes de grand-mère constituent en réalité l'ensemble des connaissances médicamenteuses commun à un ensemble social large relatives à certaines maladies. En effet, l'une des caractéristiques de la médecine traditionnelle est la forte popularisation de ses thérapies. En d'autres termes, chaque individu est à même face à l'agression de la maladie, surtout si elle ressort de la familiarité, de se prendre en charge lui-même sans se référer à une tierce expertise. Ce n'est qu'en cas de situation pathologique peut ordinaire ou connue pour sa complexité, qu'une expertise plus approfondie dans la médecine traditionnelle est sollicitée. Les symptômes du COVID-19 étant familiers à plusieurs maladies connues du contexte africain et face à l'incapacité de la médecine dite moderne, le corps social s'est immédiatement plongé dans ses réminiscences, pour désensibiliser et dépoussiérer une ou plusieurs recettes traitant de tel ou tel autre symptômes du COVID-19.

### ■ POUR L'AVENIR, COMPTER SUR SOI-MÊME

La pandémie du Coronavirus a révélé qu'une détresse généralisée frappant simultanément toute l'humanité, peut être apocalyptique pour ceux dépourvus de moyens pour la combattre. Le coronavirus a montré suffisamment qu'en cas de danger planétaire, c'est le sauve qui peut, le chacun pour soi. Chacun cherche d'abord à sortir du marasme avant de penser à autrui. Et si pour ce faire, il faut agresser, duper, voler, sans scrupule et remords de conscience, on le fait comme l'a donné à voir les détournements de matériels médicaux en Occident au moment critique de la crise sanitaire. Ceux des africains qui se plaisent à vivre tout heureux dans l'assistanat, oubliant même qu'il est plus honorable de donner que de recevoir, doivent dès lors comprendre qu'en cas d'éventuel drame mondial, ils seront orphelins dans leur détresse. Car, leurs traditionnels « philanthropes », malgré la bonne volonté qui pourrait être la leur, seraient eux-

mêmes dépourvus de toute capacité d'agir, préoccupés premièrement par leur propre survie. Pire que le Coronavirus demain, il faudrait s'y préparer dès maintenant. Même si la prédiction ne se réalise pas au final, on aurait rien perdu. Et cela passe par la capitalisation de nos trésors endogènes, tout en les perfectionnant pour mieux répondre aux défis du temps présent. ■







**L'une des caractéristiques de la médecine traditionnelle est la forte popularisation de ses thérapies.**





SOCIÉTÉ

Covid-19

# Relâchement des mesures barrières, causes et conséquences

**Si le confinement a été admis comme une mesure efficace pour barrer la voie au Corona virus, jusqu'ici, nul ne peut dire avec précision à quel moment le déconfinement pourrait être décidé. Et pourtant, dans beaucoup de pays en Afrique, il semble s'imposer de lui-même, au mépris des risques de nouvelles contaminations...**

**En Afrique en général, les vieilles habitudes reprennent progressivement le dessus. Ce sont les masques qui ont été les premiers à tomber.**

Il est évident que les mesures barrières ont essoufflé de nombreux secteurs d'activité dans le monde. C'était, on le comprend, le prix à payer par chacun pour le bien de tous. Les conséquences économiques sont incalculables. Mais alors que la létalité n'a que commencé à baisser, on note un relâchement notoire de la prudence publique. C'est un exemple qui a été donné à l'échelle mondiale, notamment par la reprise des grandes compétitions sportives internationales, la réouverture des frontières, la reprise des flux de transport aérien, le retour de l'école etc. Il n'en a pas fallu plus pour que l'Europe en paye les frais...

En Afrique en général, les vieilles habitudes reprennent progressivement le dessus. Ce sont les masques qui ont été les premiers à tomber, avant que la chaleur de la proximité fraternelle n'embrace le reste. Le lavage « systématique » des mains dans les lieux publics a perdu en ardeur, pas plus que les gels hydro-alcooliques et les thermo-flashes n'ont réussi à garder leur place dans les usages domestiques. Les poignées de mains vigoureuses, non sans quelque embrassade et autres accolades, indiquent de façon ostentatoire que le Corona virus a été vaincu. Au bout du compte, les activités ont repris droit de cité. Si ces mesures résistent encore chez les officiels, en

réalité, leur fébrilité est bien perceptible. Le personnel de santé lui, fidèle à son sermon, tente vainement de prévenir contre tout triomphalisme précoce face à une menace non encore cliniquement maîtrisée. Mais rien n'y fait. Ce tableau que chacun peut observer sans effort, est suffisamment significatif du relâchement des mesures de prévention, en dépit de la flambée des contaminations outre-mer. Si cette tendance générale rend compte du stress économique et social créé par la pandémie sur le niveau de vie déjà très précaire de la plupart de ces populations, en revanche, une bonne partie de l'explication se trouve dans les discours.

D'abord, celui des autorités sanitaires. Dans un pays comme le Cameroun, le gouvernement a décidé de communiquer sur les évolutions de la maladie. Pour cela,

un Centre des opérations d'urgence de santé publique a été créé coordonné par le ministère de la Santé publique. Tant que la maladie évoluait et faisait ses ravages, la communication était justifiée. Le comptage journalier des morts et des guérisons s'est indubitablement accompagné d'un effet psychologique certain ; mais aussi, il démontrait que le gouvernement est attentif aux préoccupations des populations. À l'inverse, on peut situer l'impact de cette communication sur le relâchement des mesures barrières sur la manière dont elle a été gérée après l'atteinte du pic. En plus, s'appuyant sur les médias certains médecins n'ont pas écarté l'éventualité d'une immunité collective. À ce niveau, c'est la stratégie de communication en temps de crise qui est donc à interroger.

Ensuite, les tradipraticiens. ►►





Dans le contexte africain, le Corona virus, fut, en n'en point douter, une problématique-opportunité, du moins pour les principaux acteurs engagés dans cette action publique. La médecine traditionnelle s'est donnée à voir et à promouvoir. Ses retombées sont, en ce qui concerne le Cameroun, bien perceptibles. En particulier, sa collaboration désormais acquise avec la médecine moderne est un indicateur de sa reconnaissance officielle. Cet enjeu est révélateur du discours sur les thérapies à moindre coût, disponibles, qu'elle a cru devoir proposer dans la lutte contre le Corona virus. Par conviction ou par affectivité identitaire, des témoignages sur son efficacité ont traversé les médias.

Enfin, sur les perceptions de la maladie, la peur de la stigmatisation ou de la suspicion peut expliquer l'abandon des prescriptions édictées, dans la mesure où, au début de la pandémie, ceux qui s'adonnaient volontiers à leur respect étaient considérés comme porteurs du virus ; leur responsabilité ayant été de protéger leur entourage. Au regard de cette situation, il est possible, comme l'indiquent les médecins, que la courbe d'évolution de la maladie reprenne de la croissance. Et les conséquences ont déjà été expérimentées par tous. Certainement, c'est en ce moment qu'il faut planifier à long terme, les stratégies pour éviter le retour du virus. ■



SOCIÉTÉ

**La nouvelle  
socialisation**

**Vers de  
nouvelles  
mœurs ?**



**La pandémie du coronavirus a imposé de nouvelles manières d'être. Pour éviter la propagation de la maladie, il est vivement recommandé de faire entorse aux habitudes qui meublent la vie sociale.**



La maladie du coronavirus impose un changement des règles de vie. Pour vaincre la maladie, il faut se séparer des habitudes qui jusqu'ici pour certaines, rendaient la vie un peu plus chaleureuse. Mais la nouvelle socialisation est aussi une actualisation d'une pédagogie de bonnes mœurs pré-coronavirus qui a pourtant du mal à porter des fruits à l'exemple du lavage des mains.

### ■ SOCIALISATION CONJONCTURELLE OU STRUCTURELLE

Face à une maladie sans thérapie, les mesures barrières sont considérées comme le meilleur remède. Seules la distanciation sociale, le port du masque, le lavage systématique des mains, la proscription des salutations et des embrassades dit-on, peuvent pour l'instant venir à bout du Covid-19. On peut donc subodorer d'une socialisation éphémère, appelée à disparaître une fois le virus vaincu. Mais, il semble cependant qu'il faudrait se préparer à une situation plus durable. Car, semble-t-il, le virus est appelé à demeurer encore longtemps parmi nous, voir à devenir familier en entrant dans la liste des germes pathologiques qui font partie du quotidien au même titre que le paludisme

par exemple. Dans cette perspective, on serait donc partie pour une évolution des mœurs qui induit un changement radical et définitif. Celui-ci appelle d'ores et déjà, à se préparer psychologiquement pour ne pas être totalement désemparé demain.

### ■ CRAINDRE LA RÉSISTANCE

Le COVID-19 avec sa resocialisation des individus, parviendra-t-il à ses fins ? D'expérience, les individus sont généralement réfractaires au changement. Surtout que dans le cas d'espèce, il s'agit pour la plupart d'une socialisation tardive. Car, les bonnes mœurs, s'acquièrent plutôt, par le canal de ce que les sociologues appellent la socialisation primaire et secondaire. Celle-ci correspond à l'âge de l'enfance et de l'adolescence chez l'individu. Une période propice à l'apprentissage, parce que l'esprit humain, comme disent les latins, est encore *tabula rasa*, un tableau vide. Il se prête donc volontiers au remplissage. Parvenu à l'âge adulte, il devient récalcitrant à l'apprentissage. Car tout nouvel apprentissage demande la déconstruction des connaissances antérieures qu'il affectionne tant. Pour revenir au sujet, le changement des mœurs du au Covid-19, entre en opposition avec





**Les gens voient  
derrière ces  
mesures barrières  
préconisées,  
la fin de la vie ;  
plus exactement  
l'épilogue des  
plaisirs qui rythment  
leurs interactions**

les anciennes mœurs. On a beau disserter sur la dangerosité du covid-19 et poser la question sous l'angle d'une survie collective, l'adhésion demeure timide. Les gens y voient derrière ces mesures barrières préconisées, la fin de la vie ; plus exactement l'épilogue des plaisirs qui rythment leurs interactions avec le monde extérieur. Ils ouvrent naturellement un autre front. Non plus contre la maladie. Plutôt contre ce qui est supposé leur en prévenir. Les comportements observés et décrits comme irresponsables face à la mort qui rode, sont plutôt des signes moqueurs des gens qui refusent de rompre d'avec leurs

acquis relevant de la vieille socialisation. Par ailleurs, le consentement qui peut être observé chez d'autres à se mettre à l'école de la nouvelle socialisation, ne signifie pas forcément un changement des habitudes. Il peut s'agir d'un consentement provisoire dans l'attente du passage de la tempête épidémique. Un passage qui se veut dans cette perspective imminent et non durable. En s'inscrivant éventuellement dans le temps long, la maladie risque d'offrir elle-même, les arguments qui poussent au conflit avec les méthodes barrières, dès lors que celles-ci demeurent perçues comme une épreuve. ■



# Perception de la mort

**L'avènement de la covid 19 n'a pas seulement reconfiguré les interactions sociales à travers l'impératif du respect des mesures dites barrières. Ce virus s'est aussi invité dans le lit des malades, les privant de la chaleur des visites des proches, au point de s'immiscer jusque dans le cercueil des défunts, contrariant les étapes communément admises de la conduite de ces derniers dans leurs ultimes demeures, conformément aux us et coutumes en vigueur dans bon nombre de cultures africaines en générale et camerounaises en particulier.**

## ■ ANTHROPOLOGIE DES VEILLÉES MORTUAIRES

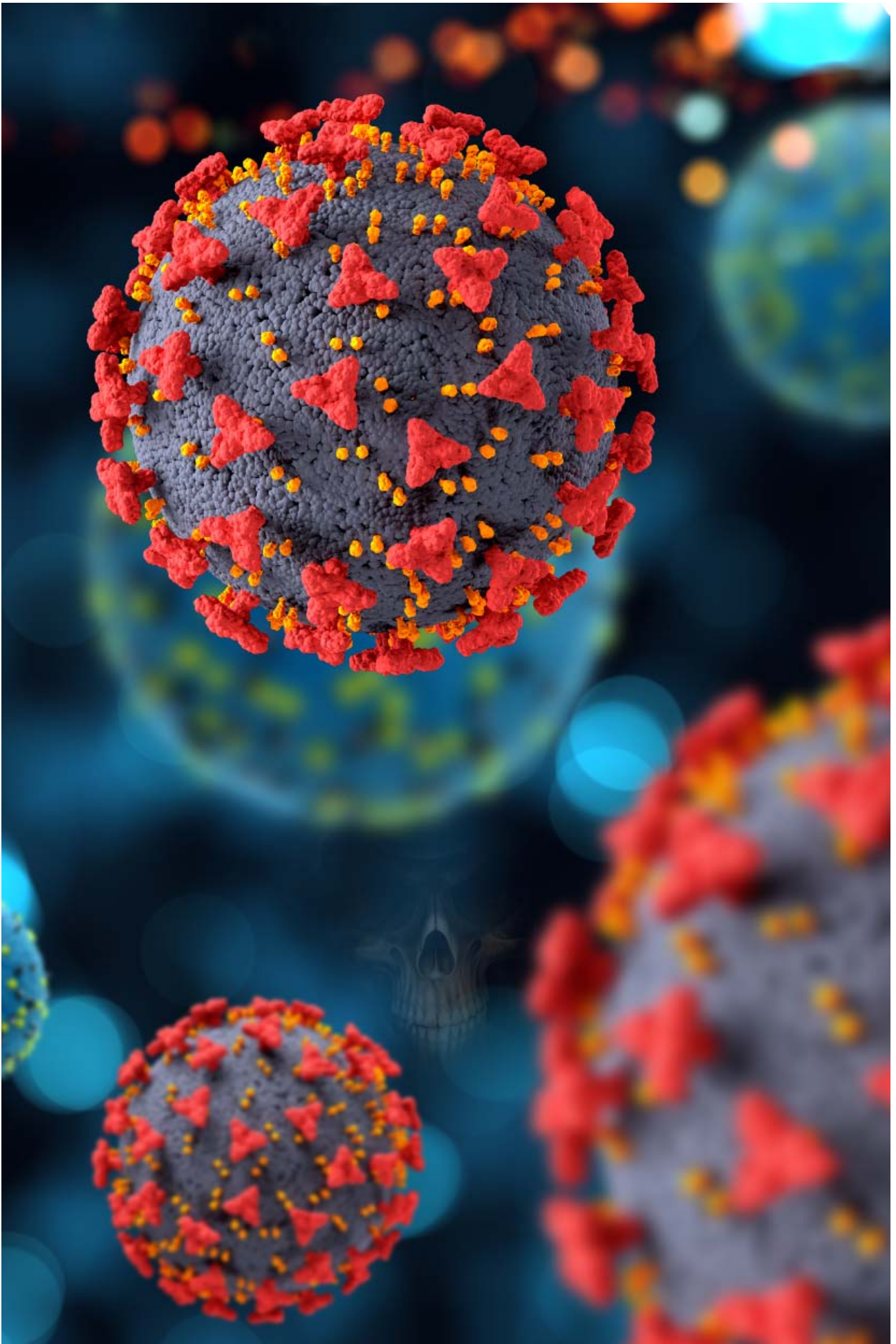
Dans bon nombre d'univers culturels au Cameroun, la veillée avec corps est une étape importante dans l'itinéraire qui conduit le défunt à sa dernière demeure. A l'analyse, trois principales fonctions peuvent lui être attribuées. D'abord, elle permet au défunt de passer une dernière nuit chez lui, entouré de sa famille et de ses amis avant d'être porté en terre le lendemain. En tant que telle, la veillée avec le corps du disparu prépare en quelque sorte la famille et les amis à la séparation que représente l'inhumation. Elle est donc l'occasion de voir le défunt une dernière fois, de veiller sur lui, de lui accorder le temps qu'on n'a pas pu lui accorder avant son décès, de lui témoigner notre amitié et notre affection, de réchauffer ce corps désormais inerte de la chaleur humaine dont il sera dorénavant privé etc. Ensuite, c'est pendant la veillée que les membres de la famille du défunt qui l'ont précédés dans l'au-delà sont invités à venir prendre l'esprit de celui-ci et de le guider dans le nouveau monde dans lequel la mort l'introduit. Enfin, il n'est pas superfétatoire de relever le fait que la veillée est l'un des lieux d'expression de l'estime dont jouissait le défunt, l'instrument de mesure de cette estime

**La veillée avec le corps du disparu prépare en quelque sorte la famille et les amis à la séparation que représente l'inhumation. Elle est donc l'occasion de voir le défunt une dernière fois.**

étant d'une part les pleures que son départ suscite et d'autre part la forte population qu'il parviendra à drainer. C'est au regard des éléments suscités que l'inhumation express qu'impose le coronavirus est perçue comme un obstacle qui prive le défunt de cette grande cérémonie d'adieu, ne lui donne pas l'occasion de passer une dernière nuit sous son propre toit et, de surcroît, ne met pas le défunt dans les dispositions favorables à son accueil par les siens dans le royaume des morts.

## ■ LES INHUMATIONS CONTROVERSÉES

L'inhumation des victimes du coronavirus est, la principale cause des discordes entre les familles des défunts et les autorités sanitaires du pays. Pendant que les premiers revendiquent le droit d'enterrer leurs morts conformément à leurs us et coutumes, les seconds défendent l'impératif du respect strict du protocole sanitaire sensé endiguer le risque d'autres contaminations. Du fait de la forte contagiosité de cette maladie même après le décès, les autorités camerounaises ne laissent pas le loisir aux familles d'entrer en possession des dépouilles et de les conduire hors des villes dans laquelle le décès a été prononcé. Ces familles sont contraintes à inhumer leurs morts soit dans leurs ►







**L'inhumation des morts du coronavirus est perçue comme indigne dans la mesure où, elle ne reconnaît pas au défunt sa notabilité sociale en ne permettant pas de l'inhumer avec les honneurs qui lui sont dûs.**

résidences urbaines s'ils en ont, soit dans les cimetières, mais assurément pas dans leurs villages respectifs, où reposent pourtant les autres défunts membres de ces familles. Cette disposition sanitaire est très mal perçue par les familles des défunts dans la mesure où, selon elles, sont en totale opposition avec leurs cultures.

En fait, l'homme africain a un lien viscéral avec sa terre natale, avec son village. C'est le lieu dans lequel les rites divers sont exécutés, c'est dans les forêts de celui-ci, vaste pharmacie naturelle qu'il prélève les médicaments qui lui permettent de garder et/ou recouvrer sa santé, c'est sur ces terres qu'il communique avec ses parents proches ou lointains qui l'ont précédé dans l'au-delà et qui continuent de veiller sur lui etc. Même lorsqu'il réside en ville, le village représente pour lui le lieu où il se retire pour communier avec la nature, échapper le temps d'un weekend au tumulte urbain. Quand vient son heure de quitter ce monde, c'est sur ces terres qu'il est inhumé, auprès des siens encore vivants ou déjà trépassés. Avec l'avènement de la covid 19, il s'agit d'un privilège qui n'est pas reconnu à ceux qui ont été conduits aux portes de la mort du

fait de cette maladie. Mourir du coronavirus revient donc à mourir doublement. La première mort étant celle du corps physique, la seconde étant culturelle, parce que contraignant les

défunts à voir leurs restes déposés sur une terre avec laquelle ils n'ont pas un lien particulier, même si celle-ci est la terre patrie.

L'inhumation des morts du coronavirus est également perçue comme indigne dans la mesure où, selon les familles, elle ne reconnaît pas au défunt sa notabilité sociale et donc, ne permet pas de l'inhumer avec les honneurs qui leur sont dûs. En effet, la répartition des décès Covid 19 par tranche d'âge et par sexe au 21 octobre 2020 indique clairement que les tranches d'âge les plus touchées par cette maladie sont celles qui vont de 50 à 80 ans. Pourtant, dans les traditions africaines, un homme ou une femme qui décède dans cette tranche d'âge n'est pas enterré de n'importe quelle manière. L'inhumation de ces derniers est souvent précédée d'un certain nombre de rites, danses et témoignages que l'enterrement expéditif et à effectif réduit qu'impose le coronavirus ne permet pas. ■



# Que la lumière soit Kits Orange Energie

**Orange Cameroun** vous offre de nouveaux kits solaires aux avantages lumineux : flexibilité pour le paiement, gratuité de l'électricité à l'issue du paiement total, garantie 2 ans, assistance en ligne

Plus d'informations au **950**



**NIWA**





# DES GESTES SIMPLES & EFFICACES



LAVEZ VOUS  
LES MAINS  
RÉGULIÈREMENT



SALUEZ  
SANS SERRER  
LA MAIN



GARDEZ  
VOS  
DISTANCES



TOUSSEZ OU  
ÉTERNUEZ DANS  
VOTRE COUDE



ÉVITEZ DE  
VOUS TOUCHER  
LE VISAGE



PRIVILÉGIEZ LE PORT  
DU MASQUE EN TOUTES  
CIRCONSTANCES



N'ÉCHANGEZ PAS  
VOS AFFAIRES  
PERSONNELLES



NETTOYEZ  
RÉGULIÈREMENT  
VOTRE MATÉRIEL



JETEZ VOS  
MOUCHOIRS  
IMMÉDIATEMENT  
APRÈS USAGE



RESPECTEZ LES DISTANCIATIONS DANS L'ASCENSEUR AUSSI  
OU... PRENEZ L'ESCALIER SANS TOUCHER LA RAMPE

